

# **Les résultats économiques des exploitations agricoles en 2018**

**Données du Réseau d'Information Comptable Agricole**

**Commission des Comptes de l'Agriculture de la Nation**

**10 janvier 2020**

Service de la statistique et de la prospective

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation – MAA

## Rapport annuel RICA 2018 - Méthodologie

### Le RICA et le champ couvert

Le Réseau d'information comptable agricole (RICA) est une opération communautaire de recueil d'informations technico économiques. En France métropolitaine, **le RICA couvre le champ des exploitations générant une production brute standard (PBS) supérieure à 25 000 €**. Ces exploitations contribuent à 97 % de la PBS du pays, utilisent 93 % de la surface agricole et 85 % du volume de travail agricole et concernent 65 % de l'ensemble des exploitations agricoles. **L'ensemble des données présentées dans ce rapport sont sur le champ France métropolitaine.**

### Données 2018 : données définitives

Les données 2018 présentées dans ce rapport ont été établies à partir de l'échantillon définitif du RICA 2018 sur la France métropolitaine. Elles sont ainsi établies pour ce rapport sur un **échantillon de 7 220 exploitations** représentant 293 284 exploitations de France métropolitaine.

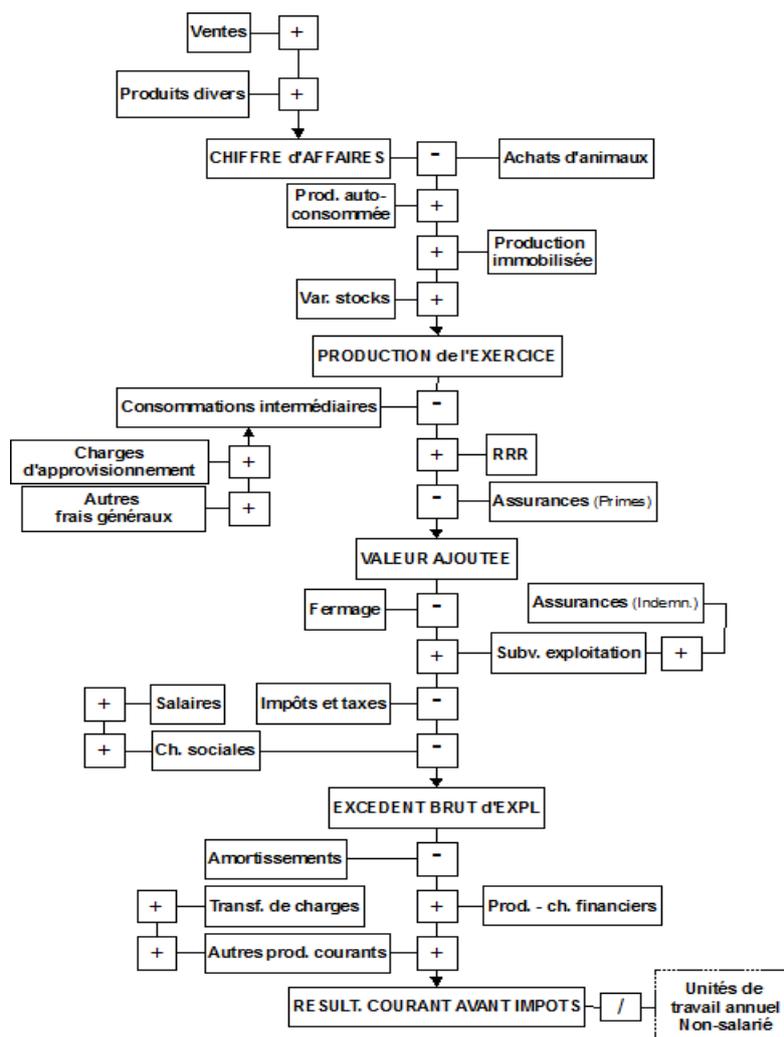
### Évolutions 2017-2018

Les évolutions 2017-2018 sont, sauf mention contraire, calculées sur **échantillon constant**, c'est-à-dire pour les mêmes exploitations présentes deux ans de suite, **et exprimées en valeurs réelles** (ie. corrigées de l'inflation). Les données 2017 ont pour cela été exprimées en euros de 2018 à l'aide de l'indice du prix du Produit Intérieur Brut (source INSEE). Les séries longues présentent également les valeurs sur l'échantillon complet en euros de 2018 (valeurs réelles).

Pour en savoir plus sur le RICA, voir la rubrique « à propos du RICA » sur [agreste.gouv.fr](http://agreste.agriculture.gouv.fr) :

<http://agreste.agriculture.gouv.fr/enquetes/reseau-d-information-comptable/a-propos-du-rica-978/>

### Schéma de construction des indicateurs de résultats



## 1. Une année 2018 de consolidation des résultats des exploitations agricoles

La production de l'exercice, complétée par les subventions d'exploitations, constitue la quasi-totalité des produits courants de l'exploitation. Cette production (nette des achats d'animaux) est composée, pour l'essentiel, des produits provenant des cultures (produits végétaux, produits horticoles, produits végétaux transformés) et de l'élevage (animaux et produits animaux). Sa variation explique en grande partie celle des résultats de l'exploitation.

En 2018, la production de l'exercice des exploitations agricoles « moyennes et grandes » s'élève à 205 100 € en moyenne, toutes orientations productives confondues, soit une augmentation de 4 % par rapport à 2017. La principale progression concerne la viticulture (+ 16,9 % par rapport à 2017), après deux années de baisse. La production de l'exercice est en légère hausse ou se stabilise dans la plupart des autres orientations techniques. Seules les exploitations porcines voient leur niveau de production diminuer par rapport à l'année précédente (-7,4 %), dans un contexte de baisse du prix moyen du porc par rapport à 2017 (Figure 1).

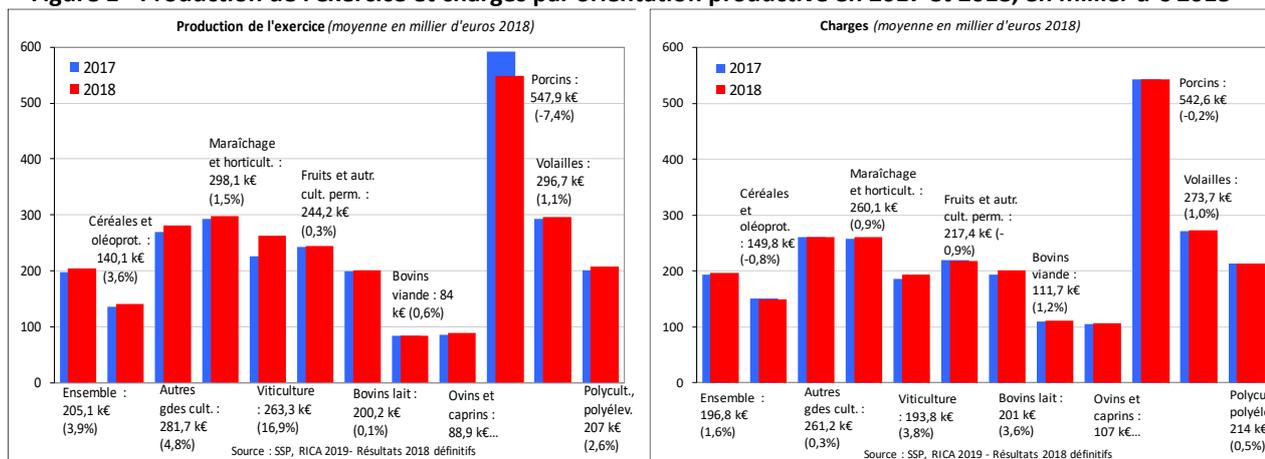
Les consommations intermédiaires augmentent de 3,4 % en 2018, après avoir baissé au cours des deux années précédentes. Tous les postes sont en progression : carburants et lubrifiants (+17,5 %) suite à la hausse du prix du pétrole de 2018 ; achats de travaux et de services (+4,1 %) ; alimentation animale (+2 %) avec la hausse du coût des céréales ; engrais et amendements (+3 %).

Dans ce contexte, la valeur ajoutée moyenne des exploitations augmente de 4,7 % en 2018, après un rebond de 20 % en 2017.

Les dépenses de fermages se stabilisent (à hauteur de 14 200 € de moyenne en 2018) tandis que les charges de personnel sont en légère hausse (+0,6 %).

Dans leur ensemble, les charges d'exploitation s'élèvent à 196 700 € (+1,6 % en moyenne par rapport à 2017).

**Figure 1 - Production de l'exercice et charges par orientation productive en 2017 et 2018, en millier d'€ 2018**



\*Evolutions calculées sur échantillons d'exploitations 17-18 constants - en valeurs réelles

Source : SSP RICA

Les subventions d'exploitation, toutes productions confondues, continuent de diminuer avec une baisse de 4,4 % par rapport à 2017 pour atteindre une moyenne de 29 300 € par exploitation.

L'excédent brut d'exploitation (EBE) qui traduit la capacité de l'entreprise à générer des ressources du seul fait de son exploitation est utilisé pour rémunérer l'exploitant (prélèvements privés), rembourser les annuités d'emprunts à moyen et long terme et pour constituer une réserve (autofinancement des investissements). En 2018, il s'établit à 76 200 € en moyenne, en progression de 3,3 % par rapport à 2017 (Tableau 1).

**Tableau 1 - Indicateurs de synthèse par orientation : résultats 2018 et des évolutions 2017-2018**

Orientation	Excédent brut d'exploitation		EBE par unité de travail non salarié		Résultat courant avant impôts		RCAI par unité de travail non salarié	
	2018	Évo. 18/17*	2018	Évo. 18/17*	2018	Évo. 18/17*	2018	Évo. 18/17*
	(en €)	(en %)	(en €)	(en %)	(en €)	(en %)	(en €)	(en %)
Céréales et oléoprot.	55 369	3,7	47 083	4,3	26 963	23,1	22 928	23,8
Autres gdes cult.	104 758	8,3	76 344	9,4	62 753	21,9	45 732	23,1
Maraîchage et horticult.	72 992	0,5	51 009	2,2	46 484	3,6	32 484	5,4
Viticulture	108 381	38,0	84 241	40,6	78 775	60,1	61 229	63,1
Fruits et autr. cult. perm.	83 074	6,4	57 568	7,2	53 448	10,2	37 038	11,0
Bovins lait	76 080	-10,4	47 664	-10,1	35 616	-17,7	22 314	-17,5
Bovins viande	47 138	-5,1	36 625	-4,6	20 869	-8,6	16 214	-8,2
Bovins mixte	76 362	-8,4	46 059	-7,3	36 056	-15,4	21 748	-14,4
Ovins et caprins	54 460	2,3	38 742	3,0	30 146	4,1	21 446	4,8
Porcins	86 654	-33,0	60 218	-33,0	26 614	-59,9	18 495	-59,9
Volailles	81 911	-2,1	62 988	-1,1	41 452	-3,8	31 875	-2,9
Polycult., polyélev.	76 903	1,5	50 542	2,5	36 860	7,7	24 225	8,8
<b>Ensemble</b>	<b>76 196</b>	<b>3,3</b>	<b>54 499</b>	<b>4,1</b>	<b>42 011</b>	<b>9,7</b>	<b>30 048</b>	<b>10,5</b>

\*Évolutions calculées sur échantillons d'exploitations 17-18 constant - en valeurs réelles

Source : SSP RICA

Le résultat courant avant impôts (RCAI) se déduit de l'EBE après prise en compte des charges financières et des amortissements (qui ne sont pas décaissables). Il mesure la performance économique de l'exploitation et constitue l'assiette des prélèvements fiscaux et sociaux de l'exploitant.

En 2018, le RCAI des exploitations agricoles s'élève à 42 000 € en moyenne. Il progresse par rapport à 2017 (+9,7 %) (Tableau 1), pour la deuxième année consécutive.

Les charges sociales de l'exploitant, qui s'élèvent à 10 300 € en moyenne (+11,5 % par rapport à 2017), ne sont pas comptabilisées dans le calcul du RCAI. Il en est de même des plus ou moins-values sur cession d'actifs (4 600 € en moyenne) et des subventions d'investissement affectées aux résultats (1 400 € en moyenne) car elles sont considérées comme exceptionnelles d'un point de vue comptable, même si elles peuvent être sources de résultats « réguliers ». Le résultat de l'exercice, net des charges sociales de l'exploitant, permet de tenir compte de ces trois agrégats. Celui-ci s'établit en moyenne à 48 300 € en 2018 (+12,1 % par rapport à 2017).

### **Une seconde année favorable pour les exploitations spécialisées en céréales et oléoprotéagineux (COP) malgré des rendements en baisse**

Les rendements céréaliers et oléoprotéagineux 2018 ont été fortement pénalisés par la sécheresse estivale. Toutefois, la bonne qualité du blé tendre, la hausse de la demande mondiale et la dépréciation de l'euro face au dollar ont permis de maintenir une bonne compétitivité à l'international avec une commercialisation à des prix supérieurs à ceux de 2017. Les prix augmentent de 13 % pour le blé tendre, de 21 % pour l'orge d'hier, de 17 % pour celui de printemps, de 13 % pour le maïs grain, de 5 % pour le soja et de 2 % pour le tournesol. Seuls les prix du blé dur et du colza reculent, de respectivement 6 et 4 % entre 2017 et 2018.

Au total, la valeur de la production des exploitations spécialisées en COP s'accroît en 2018 mais de façon moins prononcée qu'en 2017 (+3,6 % vs +18 %).

Après deux années consécutives de baisse, les charges d'approvisionnement repartent à la hausse dans cette orientation (+3,4 % par rapport à 2017), conséquence de l'augmentation des coûts en carburants et lubrifiants (+17,5 %) et de ceux en engrais et amendements (+5,7 %). Dans ce contexte, la valeur ajoutée augmente de 6 % par rapport à l'an passé, année de reprise après la crise de 2016.

Avec la poursuite de la convergence des aides découplées et le transfert d'une partie de l'enveloppe du 1<sup>er</sup> pilier (-4,2%) pour financer les aides du second pilier (mesures agroenvironnementales et climatiques et Indemnité compensatoire de handicaps naturels) sur l'ensemble de la période de programmation, les subventions d'exploitation continuent de diminuer (-5,4 % en moyenne pour les exploitations spécialisées en COP). Les fermages sont également en baisse (-3,2 %). Au total, en 2018, l'excédent brut d'exploitation par

actif non salarié des exploitations spécialisées en céréales et oléoprotéagineux s'établit à une moyenne de 47 100 € (+4,3 % par rapport à 2017).

### **Bilan 2018 plus contrasté des résultats pour les cultures industrielles**

Les exploitations spécialisées dans la betterave sucrière, les pommes de terre ou les légumes de plein champ produisent généralement aussi des céréales. Elles ont donc également profité de la conjoncture favorable de 2018, notamment pour le blé tendre.

La fin des quotas betteraviers en 2017 et la surproduction de certains grands pays exportateurs comme l'Inde, le Pakistan et la Thaïlande, a entraîné une baisse des prix de vente de la betterave de 10 % en moyenne en 2018. Cette baisse des prix conjuguée à celle des rendements engendre une baisse de 22 % du produit brut sur cette production.

S'agissant des pommes de terre de conservation, l'augmentation des surfaces en 2018 (+6 %), le déstockage des productions de la campagne précédente et une légère hausse des prix de 2 % par rapport à l'an passé permettent de compenser la faiblesse des rendements, entraînant une nouvelle hausse en valeur du produit brut (+20 %).

Pour l'ensemble des cultures générales, la hausse des charges en engrais (+5,2 %), en phytosanitaires (+0,8 %) et en carburants (+16,5 %) a été en partie amortie par la baisse des coûts des semences et plants (-6,6 %). Ainsi, les charges d'approvisionnement augmentent peu (+1,2% par rapport à 2017) et la valeur ajoutée est en hausse de 7,9 % par rapport à 2017. Malgré la baisse de 9 % des subventions d'exploitation, l'EBE s'accroît de 8,3 % par rapport à 2017, à 76 300 € par actif non salarié.

### **Une nette reprise des résultats de la viticulture après deux années difficiles**

Contrairement à 2017, le contexte météorologique de 2018 a été favorable à la production viticole française, avec un climat sec et doux à proximité des vendanges, propice au maintien d'un bon état sanitaire.

Avec 49,5 millions d'hectolitres, les vendanges 2018 affichent des niveaux exceptionnellement élevés après la récolte historiquement basse de 2017 due au gel et à la sécheresse. Cette hausse de la récolte profite à toutes les catégories de vins : vins d'appellation (AOP), vins avec indication géographique protégée (IGP), vins sans indication géographique (IG). Suite à ces bonnes vendanges, les stocks se reconstituent (+7 % en quantité et +6,5 % en valeur). Les quantités vendues diminuent toutefois de 6 % en 2018, en lien avec la faiblesse des stocks issus des modestes récoltes 2017 et 2016. Dans un contexte de faibles disponibilités pour la campagne de commercialisation, les prix sont globalement en hausse (+6 %). Au total, la production en valeur de l'exercice augmente de 17 %. Les charges d'approvisionnement sont en hausse de 2,4 %, sous l'effet de la progression des dépenses en carburants et lubrifiants (+18,3 %) et en produits phytosanitaires (+10,2 %). L'EBE par actif non salarié des exploitations viticoles s'établit à 84 200 €, soit une augmentation de plus de 40,6 % par rapport à 2017.

### **Des résultats 2018 en retrait pour les éleveurs de bovins lait**

En 2018, les élevages spécialisés en bovins lait ont souffert de la sécheresse estivale qui a pesé sur les ressources fourragères, en net recul sur la seconde partie de la campagne après un bon début d'année. La sécheresse a également impacté d'autres pays d'Europe ainsi que l'Australie. En 2018, la production de l'exercice a peu évolué par rapport à 2017 (+0,1 %).

Dans un contexte de hausse des charges d'approvisionnement (+22 % pour les coûts en carburants, +7,7 % pour les charges en alimentation du bétail compte tenu de l'insuffisance des ressources fourragères), l'EBE par actif non salarié a chuté de 10% pour s'établir à 47 700 €.

Si les résultats se replient dans toutes les zones d'élevage, la situation est toutefois variable selon les zones, en lien avec le système d'exploitation et la valorisation du lait. Grâce à une valorisation plus fréquente sous signe de qualité et une part importante de commercialisation en circuit court, les exploitations situées en zones de montagne bénéficient d'une meilleure tenue des prix (+2,2 % entre 2017 et 2018, contre +0,4 % pour les élevages hors zone défavorisée) et connaissent une chute moins forte de leurs résultats (*Tableau 3*).

**Tableau 3 - Indicateurs de synthèse des élevages en bovins lait selon la localisation du siège d'exploitation**

	Production de l'exercice		EBE par unité de travail		RCAI par unité de travail	
	2018	Evo.* (en %)	2018	Evo.* (en %)	2018	Evo.* (en %)
	(en €)	18/17	(en €)	18/17	(en €)	18/17
Hors zone défavorisée	217 389	-0,3%	47 952	-13,5%	22 565	-22%
Montagne et haute montagne	141 197	3,8%	45 402	-2%	21 524	-5,2%
Piémont et Autre zone défavorisée	219 230	2,6%	52 236	-5%	24 650	-12,2%
<b>Ensemble Bovins Lait France métropolitaine</b>	<b>197 002</b>	<b>1,0%</b>	<b>47 641</b>	<b>-9,3%</b>	<b>22 468</b>	<b>-16,8%</b>

\*Evolutions calculées sur échantillons d'exploitations 17-18 constant - en valeurs réelles

Source : SSP RICA

### Des résultats en baisse pour les éleveurs de bovins viande

La sécheresse estivale a obligé les éleveurs à réformer beaucoup plus de vaches qu'en 2017. La hausse des abattages de vaches allaitantes a ainsi entraîné une hausse de 4 % de la valeur des ventes sur l'année.

Dans le même temps, plusieurs facteurs ont concouru à la baisse des exportations de brouards français en 2018 : diminution des stocks de brouards français en début de campagne 2018, suite à des problèmes de reproduction durant l'hiver précédent ; moindres besoins espagnols en bovins maigres face au ralentissement de la demande turque ; fermeture du marché algérien.

La hausse des charges en aliments (+3,2 %) et, dans une moindre mesure, en carburants et lubrifiants (+21,7 %) expliquent l'essentiel de l'augmentation des charges d'exploitation (+1,3 % par rapport à 2017).

Pour les éleveurs de bovins viande, les subventions d'exploitation représentent 35 % du total des produits courants en 2018. La sortie progressive des crises sanitaires et la fin des mesures exceptionnelles de soutien entraînent la réduction de près de 3 % de ces subventions.

Au total, l'EBE par actif non salarié se replie de 4,6 % par rapport à 2017, pour s'établir à 36 600 € en moyenne. En 2018, comme les années précédentes, les résultats de cette orientation demeurent parmi les plus faibles.

### Chute des résultats pour les élevages porcins

En 2018, les ventes de viande de porcs chutent de près de 8 % avec une baisse de 10 % des prix entre 2017 et 2018. Une offre mondiale abondante, le tassement de la demande chinoise et la concurrence entre exportateurs sur les marchés asiatiques maintiennent la pression sur les prix. Après deux années de repli, le coût de l'aliment porcin repart à la hausse (+0,9 %), générant un effet de ciseau des prix à la production défavorable aux marges des élevages. L'EBE par actif non salarié chute de 33 % entre 2017 et 2018 pour s'établir à 60 200 €.

Après une année 2017 de redressement général des résultats, les évolutions cycliques de cette filière se confirment. Avec un taux de marge (EBE rapporté au chiffre d'affaires) traditionnellement bas dans cette filière (20 % en moyenne sur la période 2002-2017 contre 23 à 40 % dans les autres orientations productives), toute variation de la production tend à impacter fortement les marges. Ainsi, en 2018, le taux de marge de la filière porcine s'établit à 15,8 %.

### Stabilité des résultats pour les élevages de volailles, avec des situations variables selon les filières

Pour les producteurs d'œufs, la production vendue baisse de 8 % sous l'effet de la diminution des effectifs de poules pondeuses (-4 %) et du repli des exportations suite aux demandes exceptionnelles de l'année 2017 engendrées par la crise du Fipronil. Les ventes de poulets de chair évoluent en revanche à la hausse (+2%), malgré le recul des cours de 2 % sur un an. A l'inverse, les ventes de dindes reculent de 3 % malgré une hausse de 35 % de leur prix de vente. Enfin, après deux années de crises aviaires, la valeur de la production de canards augmente.

Toutes filières avicoles confondues, les exploitations enregistrent une légère progression de la production de l'exercice (+1,1 %) et une stabilité des charges d'approvisionnement (-0,2 %). L'augmentation de la valeur ajoutée de 1,9 % qui en découle est cependant insuffisante pour compenser la baisse de 23,2 % des subventions d'exploitations liée à la fin des mesures exceptionnelles d'aides à la prophylaxie. L'EBE par actif non salarié atteint en moyenne 63 000 €, en baisse de 1,1 % par rapport à 2017.

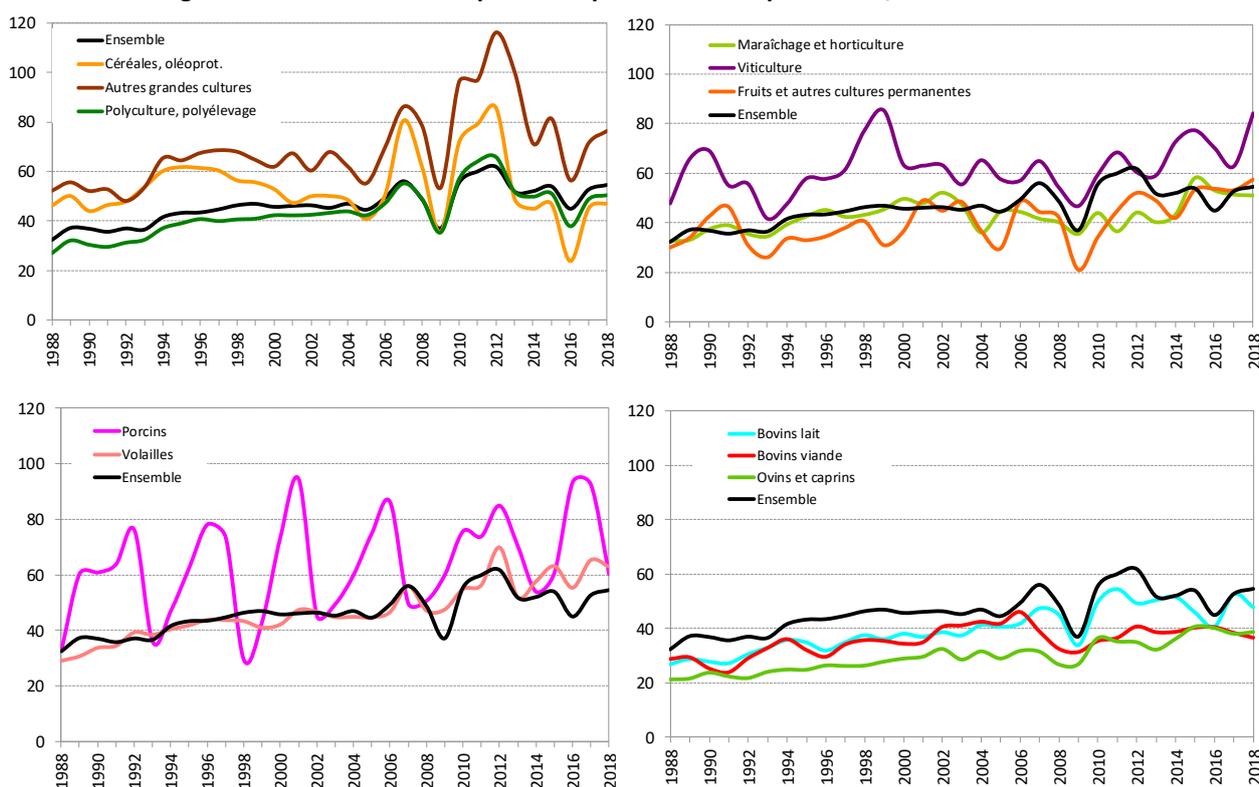
## 2. Dispersion et variabilité des résultats en 2018

Les indicateurs de résultat analysés plus en détail dans ce rapport sont l'EBE et le RCAI rapportés aux unités de travail non salarié (Utans).

Avec un nombre d'Utans par exploitation de 1,4 en moyenne en 2018, l'EBE par Utans s'élève en moyenne à 54 500 € (+4,1 % par rapport à 2017), toutes orientations de production confondues. Il s'établit à un niveau supérieur au niveau moyen observé sur la période 1995-2005, période antérieure aux fortes fluctuations observées entre 2005 et 2016 en lien notamment avec l'évolution du prix des céréales (Figure 2).

Le RCAI par Utans moyen s'établit, quant à lui, à 30 000 € (+10,5 % par rapport à 2017), soit un niveau un peu supérieur, toutes productions confondues, à la moyenne observée sur la période 1995-2005 (Annexes, Figure C).

Figure 2 - Evolution de l'EBE par Utans par orientation productive, en millier d'€ 2018



Source : SSP-RICA

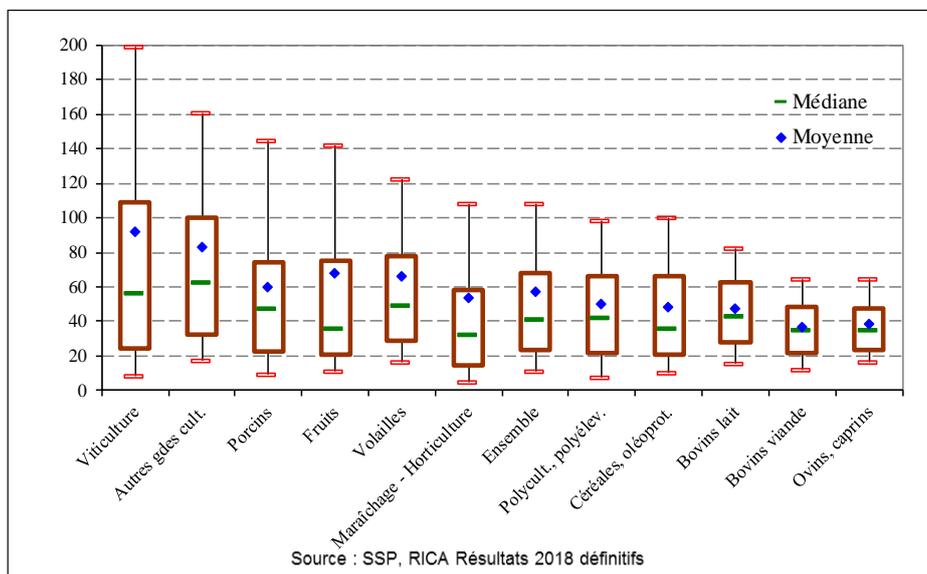
Depuis le milieu des années 2000, les évolutions de l'EBE par Utans (comme celles du RCAI par Utans) connaissent de fortes variations pour les céréales, les oléoprotéagineux, les cultures industrielles et les exploitations en polyculture-polyélevage, en lien avec les fortes fluctuations des prix sur les marchés mondiaux ou des épisodes climatiques exceptionnels (2016). Les résultats des autres productions végétales (viticulture, arboriculture et, dans une moindre mesure, maraîchage) peuvent également varier fortement d'une année à l'autre en fonction de la situation conjoncturelle de la campagne en cours. En production animale, les cycles sont particulièrement marqués pour les élevages porcins, avec des cours mondiaux de la viande porcine très sensibles à la confrontation saisonnière cyclique de l'offre et de la demande mondiales sur un marché peu régulé. Le faible taux de marge caractérisant cette filière amplifie l'impact de la fluctuation des prix au niveau du résultat. Les résultats des filières bovines, ovines et caprines connaissent des fluctuations moins marquées.

En 2018, les résultats sont supérieurs à la moyenne de longue période pour la viticulture, les productions fruitières, les élevages d'ovins et de caprins, le maraîchage et l'horticulture. Ils sont en revanche en deçà de la moyenne sur les 30 dernières années pour les filières céréalières et oléoprotéagineuses, porcines et bovins viande. C'est pour les cultures industrielles et la viticulture que les résultats les plus élevés sont observés en 2018.

Comme les années précédentes, la moyenne des résultats masque d'importantes disparités de situations entre les exploitations.

La moitié des exploitations ont un EBE par Utans supérieur à 41 200 € (*Figure 3*) et un RCAI par Utans supérieur à 20 950 € (*Annexes, Figure E*). Pour un quart des exploitations, l'EBE par Utans est inférieur à 23 500 € tandis qu'il est supérieur à 67 600 € pour un autre quart, soit un rapport de 1 à 3. Pour 10 % des exploitations, l'EBE par Utans est inférieur à 11 300 € tandis qu'il est supérieur à 108 500 € pour un autre dixième, soit un rapport de 1 à 10.

**Figure 3 - Indicateurs de dispersion de l'EBE par Utans par orientation en 2018, en €**



Source : SSP-RICA

Toutes orientations confondues, 3% des exploitations ont un EBE négatif et 14 % ont un déficit courant avant impôts (RCAI par Utans négatif). Parmi ces dernières, 77 % dégagent un EBE positif mais deviennent déficitaires après prise en compte des amortissements. 5 % des exploitations viticoles et 6 % de l'ensemble des exploitations maraichères, horticoles et arboricoles présentent en 2018 un EBE négatif. 8 % des exploitations qui sont en insuffisance d'exploitation en 2018 perdaient déjà de l'argent en 2017.

Comme les années précédentes, les dispersions de résultats les plus faibles au sein d'une même orientation productive, sont relevées parmi les élevages d'herbivores, pour lesquels s'observe une moindre diversité dans la valorisation des produits. Ainsi, en orientations bovins viande et ovins-caprins, l'intervalle interquartile de l'EBE par Utans n'est respectivement que de 26 200 € et 23 800 €, soit un rapport de 1 à 2. A contrario, avec un intervalle interquartile de 84 800 €, la dispersion des résultats parmi les exploitations en viticulture atteint un niveau record en 2018, dépassant le niveau déjà élevé de 2015 où l'écart interquartile avait atteint 74 700 €.

L'analyse des disparités d'évolutions individuelles de résultats entre 2017 et 2018 permet d'illustrer la diversité des situations individuelles au sein d'une même orientation.

En élevage porcin, la baisse des résultats est quasi-générale en 2018 : 82 % des éleveurs ont observé une baisse de leur EBE par rapport à celui de l'année précédente. Pour 61 % d'entre eux, il s'agit même d'une diminution de plus de 30 % de leurs résultats (*Annexes, Tableaux C*).

Si 70 % des éleveurs de bovins lait connaissent une baisse de leurs résultats, seuls 21 % des exploitations voient leur EBE se réduire de plus de 30 %.

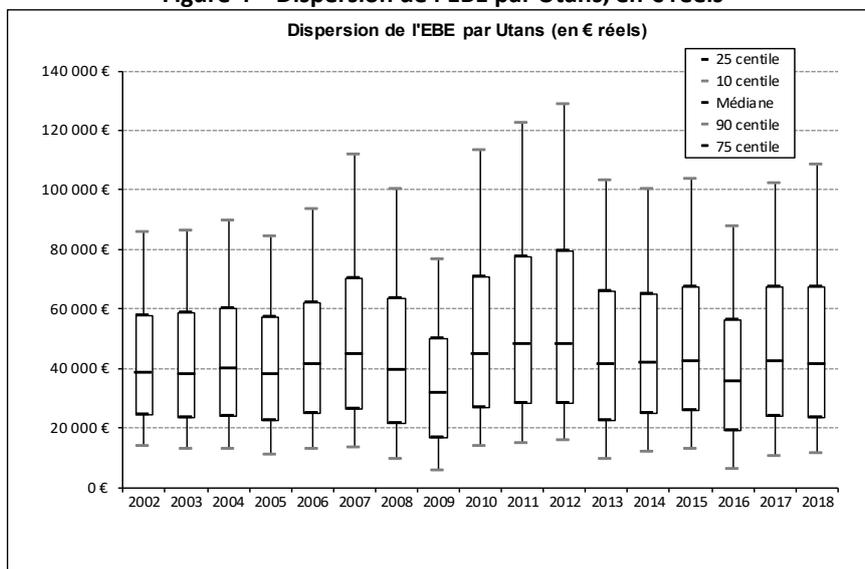
En viticulture, 67 % des exploitations améliorent leur résultat en 2018. Elles sont même 48 % à enregistrer une progression de leur EBE supérieure de 30% par rapport à celui de l'année précédente (*Annexes, Tableaux D*). Cette proportion est notamment importante dans le Bordelais (70 %) et en Charentes (77 %).

En orientation « céréales et oléoprotéagineux », 50 % des exploitations voient leur EBE progresser par rapport à l'année précédente, 30 % connaissant une progression de plus de 30 % de leur résultat.

Les éleveurs de bovins viande et d'ovins-caprins ainsi que, dans une moindre mesure, ceux spécialisés dans la production de volailles connaissent des évolutions moins contrastées de leurs résultats d'une année sur l'autre, la proportion de ceux dont les résultats fluctuent de plus ou de moins de 30% entre deux années dépassant rarement les 30%. Dans la filière volailles, une part plus importante des élevages est sous contrat d'intégration, ce qui limite les effets des variations conjoncturelles des prix de l'alimentation.

La dispersion des résultats a tendance à augmenter en période de hausse des prix et à se contracter en période de baisse des prix. La dispersion s'est ainsi beaucoup accrue entre 2005 et 2007 puis 2009 et 2012 (Figure 4 et Annexes, Figure F pour le RCAI par Utans), en lien notamment avec les bonnes performances des orientations céréalières dans un contexte de forte hausse des prix. Depuis 2013, la dispersion est assez stable, même si 2018 se caractérise par une hausse de l'écart entre les déciles extrêmes.

**Figure 4 – Dispersion de l'EBE par Utans, en € réels**



Source : SSP-RICA

### 3. Les subventions aux exploitations agricoles en 2018

#### Poursuite de la programmation 2015-2020

Outre le verdissement et la réduction des écarts entre les niveaux d'aides par hectare (convergence des droits à paiement de base), l'objectif national de la PAC 2015-2020 était de rééquilibrer les aides agricoles en faveur de l'élevage et du développement rural (volets relatifs à l'environnement, l'emploi, l'installation de nouveaux agriculteurs et le soutien des territoires ruraux).

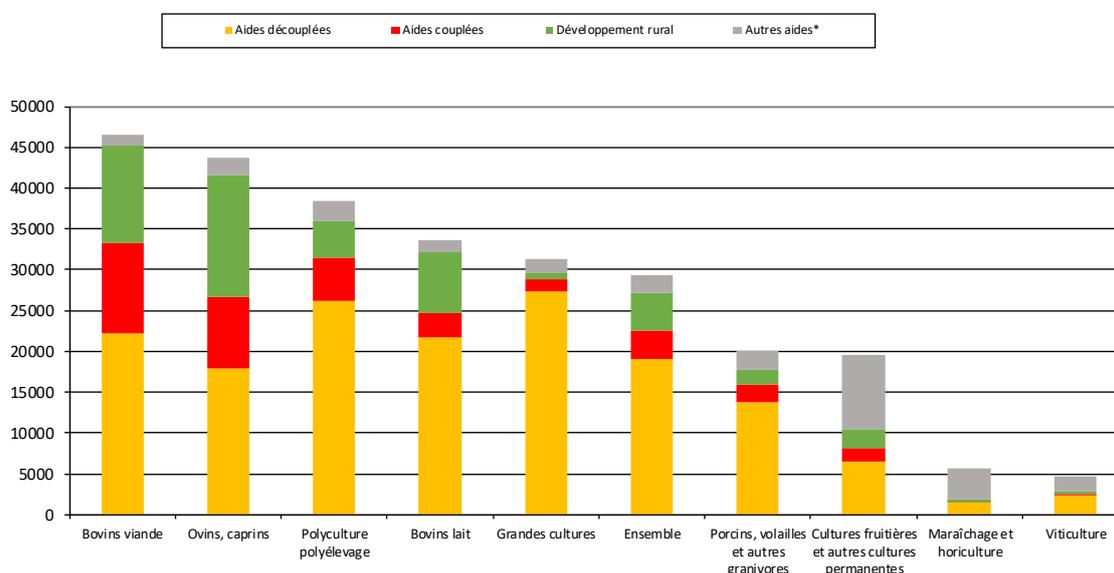
Le paiement unique à l'hectare (DPU), qui existait entre 2006 et 2014, a ainsi été remplacé par une aide découplée à quatre composantes : le paiement de base, adossé à un droit à paiement de base (DPB), le paiement vert, le paiement redistributif et le paiement additionnel aux jeunes agriculteurs. La valeur du DPB est liée aux paiements historiques perçus par l'exploitant en 2014. Le paiement vert, payé en complément des DPB, est conditionné au respect de pratiques bénéfiques pour l'environnement, relatives au maintien de prairies permanentes, à la diversification des cultures et au maintien des surfaces d'intérêt écologique (SIE). Ces deux aides convergent progressivement et dans les mêmes proportions vers la valeur moyenne nationale afin de réduire les disparités entre agriculteurs (70 % de la convergence devrait être atteinte d'ici 2019). En majorant les 52 premiers hectares de chaque exploitation, le paiement redistributif permet, quant à lui, de

soutenir les productions à forte valeur ajoutée ou génératrices d'emplois sur des exploitations de taille inférieure à la moyenne.

La majorité des aides couplées animales (bovins allaitants, ovins, caprins...) ont été reconduites lors de la dernière réforme, et quelques nouvelles aides ont été mises en place depuis 2015 au profit des élevages (lait, légumineuses fourragères) et de certaines productions ciblées (fruits et légumes pour la transformation).

Le total des aides du 1<sup>er</sup> pilier (aides découplées et aides couplées) représente près des trois quarts du total des subventions perçues par les exploitations, le reste étant constitué des aides en faveur du développement rural (dites « du 2<sup>nd</sup> pilier ») et les autres aides (aides de crise, calamités agricoles et autres aides publiques nationales) (Figure 5). La part des aides du 1<sup>er</sup> pilier consacrée au paiement redistributif se maintient à 10 % en 2018 au même niveau que l'année précédente. Les aides couplées animales et végétales représentent quant à elles environ 12,3 % du total des aides du 1<sup>er</sup> pilier. Les aides du second pilier comprennent notamment l'Indemnité compensatoire de handicap naturel (ICHN) et les mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC). Ces dernières ont pour finalité de soutenir les exploitants qui s'engagent dans des pratiques qui combinent performances économiques et environnementales.

**Figure 5 - Nature des subventions d'exploitation accordées au cours de l'exercice 2018**



Champ : Ensemble des exploitations, bénéficiaires ou non d'aide

\*La catégorie "autres aides" comporte notamment certaines aides de crise, les indemnités au titre des calamités agricoles, l'aide à l'assurance récolte et les autres aides publiques nationales.

Source : SSP RICA

Dans le RICA, les subventions d'exploitation sont enregistrées au titre de la campagne en cours.

En 2018, 90 % des exploitations agricoles bénéficient d'au moins une subvention (Tableau 4). Ces exploitations bénéficiaires reçoivent en moyenne 32 400 € d'aides qui représentent 13,4 % de leurs produits courants. L'ensemble des exploitations spécialisées en grandes cultures reçoivent des subventions d'exploitation : en moyenne, les exploitations spécialisées en COP et en cultures industrielles perçoivent respectivement 31 100 € et 32 700 €. La quasi-totalité des éleveurs d'herbivores bénéficient également de subventions en 2018. Les éleveurs de bovins viande touchent en moyenne 46 600 € d'aides (soit 35,2 % du total de leurs produits courants), les éleveurs de bovins lait perçoivent 33 600 €, et les éleveurs d'ovins-caprins plus de 46 700 € en moyenne.

**Tableau 4 - Principales caractéristiques des subventions versées aux exploitations agricoles en euros 2018, par orientation productive**

Orientation technique	Bénéficiaires de subventions	Par bénéficiaire d'au moins une subvention			Par bénéficiaire de l'aide		
		Montants 2018 (en €)	Evol. (%) 18/17	% Produits courants	Paiements uniques (en €)	Aides couplées (en €)	Développement rural (en €)
Ovins et caprins	99,4%	46 720	-0,1%	34,0%	18 936	9 820	17 388
Bovins viande	100,0%	46 602	-2,6%	35,2%	22 211	11 246	14 423
Polyculture, polyélevage, autres	99,5%	38 561	-4,2%	15,4%	26 647	6 282	11 187
Bovins lait	100,0%	33 588	-3,6%	14,2%	21 739	3 072	14 671
Autres grandes cultures	97,8%	32 676	-9,0%	10,0%	28 583	3 344	10 864
<b>Ensemble</b>	<b>90,2%</b>	<b>32 453</b>	<b>-4,4%</b>	<b>13,4%</b>	<b>22 521</b>	<b>6 000</b>	<b>13 272</b>
Céréales et oléoprotéagineux	100,0%	31 128	-5,4%	17,6%	27 145	2 950	8 646
Fruits et autres cultures permanentes	85,2%	23 013	1,3%	7,9%	9 314	8 162	7 653
Porcins	87,6%	20 072	-5,2%	3,4%	16 784	4 250	9 329
Volailles	80,4%	17 604	-23,2%	5,2%	12 573	4 621	7 098
Maraîchage - Horticulture	47,4%	12 079	-8,4%	2,8%	5 641	2 897	3 085
Viticulture	58,9%	7 895	-8,2%	2,4%	6 950	1 581	3 599

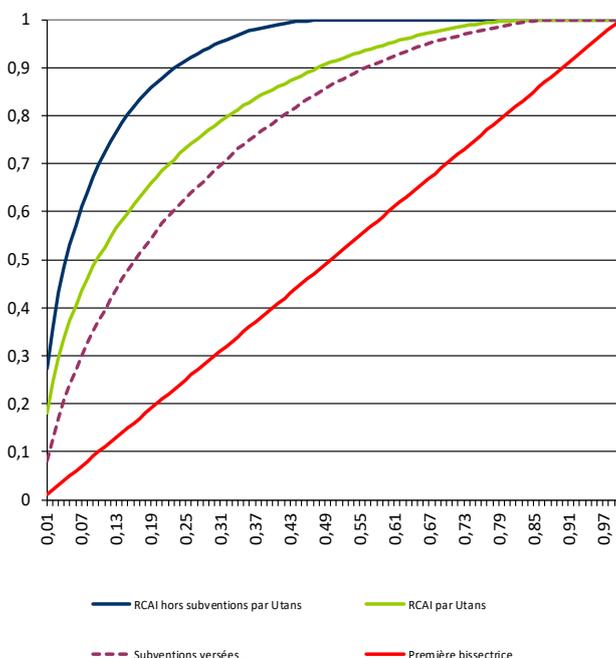
Source : SSP RICA

Les viticulteurs et les maraîchers-horticulteurs sont moins nombreux à bénéficier de subventions : 59 % des exploitations spécialisées en viticulture et 47 % des maraîchers-horticulteurs en perçoivent. Ils sont les moins subventionnés, avec 7 900 € en moyenne pour les premiers et 12 100 € pour les seconds. La contribution des aides au total de leurs produits courants est respectivement de 2,4 % et 2,8 %.

### Les subventions d'exploitation limitent les disparités de résultats entre les différentes productions

Les subventions sont réparties de façon plus équilibrée entre les exploitations agricoles que le RCAI par Utans hors subventions. Elles ont ainsi pour effet de réduire globalement les disparités de résultat (la courbe de Lorenz se rapproche de la première bissectrice) (Figure 6). La réduction de la dispersion, consécutive à l'attribution des subventions, s'explique essentiellement par le poids relatif plus important des aides dans les orientations productives à plus faible revenu en moyenne.

**Figure 6 - Mesure de concentration des RCAI par Utans, avant et après subventions en 2018**



Source : SSP RICA

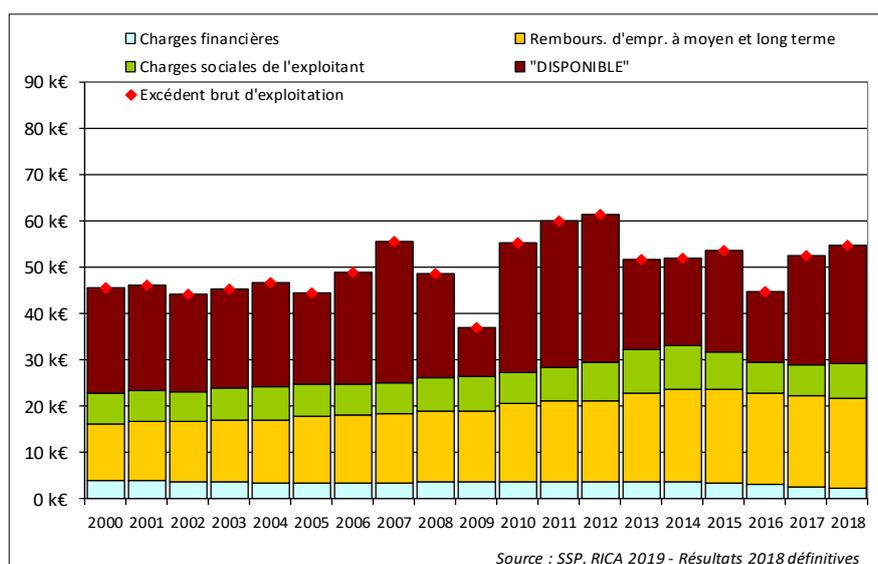
Note de lecture : la courbe de Lorenz permet d'observer la concentration d'une population selon une caractéristique continue, comme ici le RCAI. Plus la courbe est proche de la première bissectrice, plus la répartition de cette caractéristique est égalitaire. En 2018, 20 % des exploitations agricoles se partagent 56 % du total des subventions octroyées.

#### 4. La situation financière des exploitations agricoles

##### La hausse des résultats, pour la deuxième année consécutive, renforce les ressources disponibles pour les prélèvements privés et l'autofinancement

L'amélioration des résultats économiques en 2018, après une année 2017 déjà favorable, permet aux exploitations de dégager davantage de ressources. Une fois les charges financières, les annuités d'emprunts à moyen et long terme et les cotisations sociales de l'exploitant déduites de l'EBE, le « solde disponible » par actif non salarié atteint 25 400 € en moyenne en 2018, en hausse de 6 % par rapport à 2017 (Figure 7). Ce « disponible » permet de rémunérer l'exploitant et de développer l'exploitation en investissant (autofinancement pouvant être complété par un recours à l'emprunt).

Figure 7 - Evolution du « solde disponible » par exploitant depuis 2000, en euros 2018



\*Le "disponible" correspond à l'EBE - remb. d'emprunts. moyen et long terme - ch. financières - cotis. sociales exploitant rapporté au nombre d'unités de travail annuel non salarié

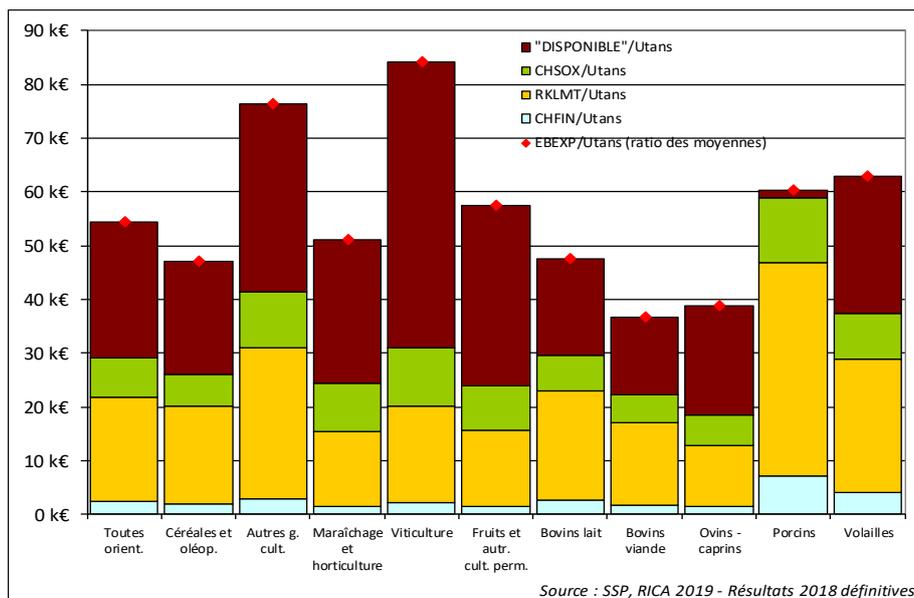
\*\*Séries calculées sur échantillons complets d'exploitations par année - calculées en valeurs réelles (euros 2018)

Source : SSP RICA

Après avoir tendanciellement augmenté depuis le début des années 2000, les remboursements d'emprunts à moyen et long terme s'établissent à 19 300 € en 2018 par exploitant (+1,2 % par rapport à 2017), et tendent à se stabiliser depuis 2013. Avec 7 400 € en moyenne, les charges sociales de l'exploitant augmentent par rapport à 2017 (+12 %). Cela s'explique par la substitution des modestes revenus 2014 par les revenus plus élevés de 2017 dans le calcul des charges 2018 (fondé sur la moyenne des revenus des trois années précédentes).

Le « disponible » varie fortement selon les productions, en lien avec la situation conjoncturelle et les caractéristiques structurelles propres à chaque orientation productive. 2018 est une année peu favorable pour les éleveurs porcins qui ne dégagent que 1 400 € de disponible en moyenne sur 2018 (Figure 8), soit environ le dixième du disponible de 2017. Avec la hausse de leurs résultats, les viticulteurs voient leur disponible s'accroître fortement : 53 300 € en moyenne en 2018, soit +77 % par rapport à l'année précédente.

**Figure 8 – « Solde disponible » par exploitant en 2018, par orientation productive**



Source : SSP RICA

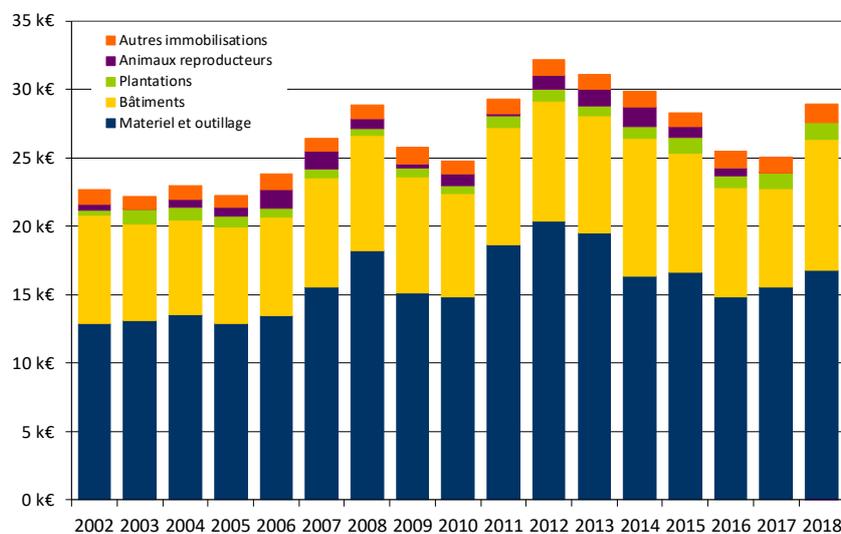
Toutes orientations confondues, les prélèvements privés, nets des cotisations sociales de l'exploitant, s'établissent à 27 500 € en moyenne par exploitant. Ils sont en hausse de 7 % par rapport à 2017. Les exploitants en céréales et oléoprotéagineux augmentent leurs prélèvements privés de 32 % tandis que les éleveurs de porcins les réduisent en moyenne de 29 %.

### L'accroissement des ressources financières permet aux investissements de repartir

En 2018, les acquisitions corporelles (hors foncier) s'élèvent à 35 500 € (+14 % par rapport à 2017) tandis que les cessions de biens immobilisés s'établissent à 6 500 € (+25 %). Le montant moyen de l'investissement des exploitations (acquisitions diminuées des cessions) s'élève donc à 28 700 € (+13 % par rapport à 2017) (Figure 9).

Alors que les investissements de 2017 étaient descendus à un niveau proche de ceux de 2010 (investissements très faibles suite à la crise de 2009), les investissements de 2018 sont en hausse pour la première fois depuis 2012. Ils sont proches de ceux observés en 2015, tout en restant inférieurs à ceux de la période 2011-2015 (30 200 € en moyenne sur cette période contre 22 800 € sur la période 2002-2006).

**Figure 9 - Evolution des postes d'investissement depuis 2002, en euros 2018**



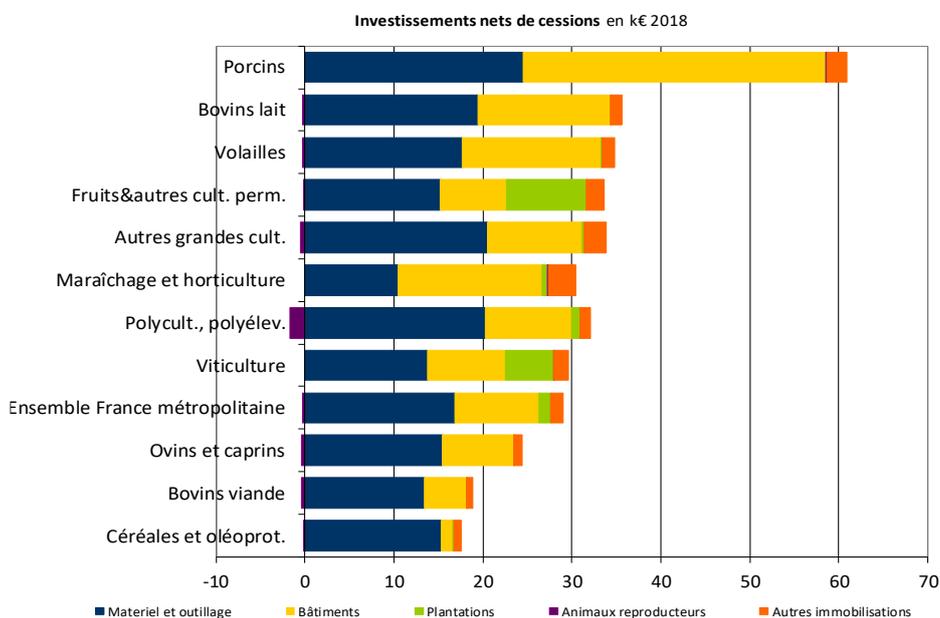
La hausse globale des investissements par rapport à 2017 concerne notamment le matériel et outillage (+8 % par rapport à 2017), qui représente le premier poste d'investissement (58 % en moyenne). Les investissements en bâtiments<sup>1</sup>, second poste d'investissement (31 %), augmentent également de 24 %. En revanche, dans tous les types d'élevage, les exploitants diminuent légèrement leurs investissements en animaux reproducteurs (-220 € en moyenne en 2018). De même, les investissements en plantations diminuent dans la plupart des exploitations à orientation végétale.

La hausse globale des investissements en 2018 est principalement tirée par celle des exploitations spécialisées en céréales et oléoprotéagineux (+45 % par rapport à 2017). Après une année 2016 marquée par de très mauvais résultats et des investissements 2017 en forte baisse, leurs investissements repartent. Ils s'établissent en moyenne à 17 500 € en 2018 et retrouvent un niveau proche de celui de 2015 (18 600 €). La hausse des investissements est également marquée pour les élevages bovins lait (+20 %) et en viticulture (+8,7 %).

L'investissement est très inégalement réparti entre les exploitations. En 2018, près de 26 % d'entre elles affichent un investissement nul ou négatif (davantage de cessions que d'acquisitions). Inversement, 18 % des exploitations ont investi plus de 50 000 € au cours de l'année, assurant ainsi 72 % du total des investissements (contre 67 % en 2017).

Le niveau et la composition des investissements dépendent beaucoup de l'orientation technique des exploitations agricoles. Après une forte augmentation des investissements en 2017 dans les constructions (+15 %) et une forte baisse de ceux en matériel (-27 %), les investissements de la filière porcine portent en 2018 davantage sur les bâtiments (près de 56 % du total des investissements hors foncier, contre 40 % pour le matériel et outillage). Les investissements des exploitations spécialisées en céréales et oléoprotéagineux portent essentiellement sur le matériel et outillage (88 % du total des investissements). En viticulture et en production de fruits et autres cultures permanentes, les investissements en plantations sont importants : ils représentent respectivement 18 % et 27 % de leurs investissements en 2018 (Figure 10).

**Figure 10 - Niveaux d'investissement en euros par postes en 2018, par orientation productive**



Source : SSP, RICA 2019 - Résultats 2018 définitifs

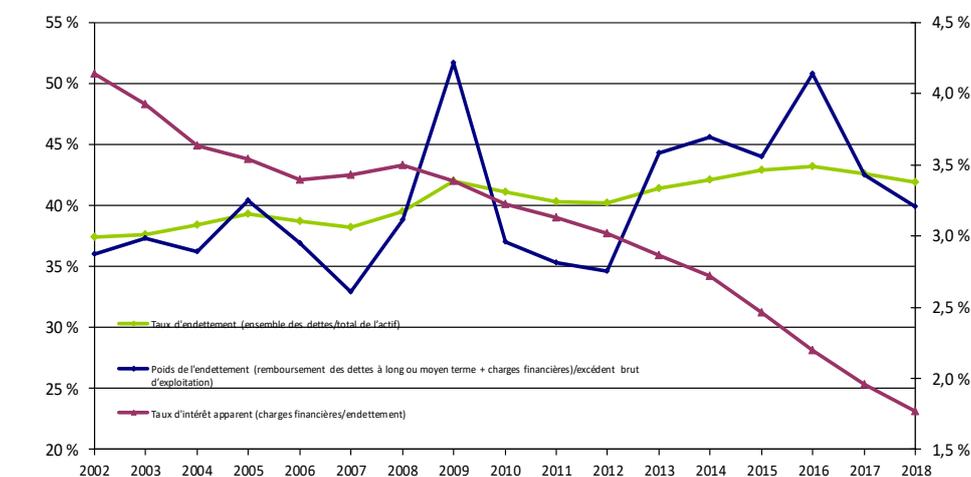
<sup>1</sup>Sont compris sous ce terme les constructions, qui comprennent les bâtiments, et les installations complexes spécialisées liées par leur fonctionnement aux bâtiments (stabulations libres, salles de traite, silos, installations frigorifiques, tunnels, ...)

## L'endettement se réduit pour les orientations productives végétales

L'endettement moyen des exploitations en 2018 s'élève à 192 400 €. La baisse observée depuis 2016 se poursuit (-0,7 % par rapport à 2017), alors que l'endettement avait tendanciellement augmenté au début des années 2000.

Le taux d'endettement (rapport des dettes sur le total de l'actif) s'établit à 42 % (Figure 11). Avec la hausse globale des résultats en 2018, le poids de l'endettement (la somme du remboursement des emprunts à long ou moyen terme et des charges financières rapportée à l'excédent brut d'exploitation) se réduit dans toutes les orientations végétales, baissant de 3 points en moyenne par rapport à 2017. Les viticulteurs présentent en 2018 le poids d'endettement le plus faible (24 %), soit une baisse de près de 3 points par rapport au poids de 2017. Du fait de leur baisse de résultats, les élevages porcins voient en revanche le poids de leur endettement augmenter de plus de moitié par rapport à l'année précédente pour s'établir à 78 % en 2018. En parallèle, la baisse des taux d'intérêts apparents liée aux mesures de bonifications d'intérêts ainsi qu'aux baisses des taux proposés par les banques se poursuit et permet de contenir les charges financières à 3 400 € en moyenne (5 500 € en 2010).

Figure 11 – Ratios d'endettement et taux d'intérêt apparent des exploitations agricoles depuis 2002



Source : SSP, RICA 2019 - Résultats 2018 définitifs

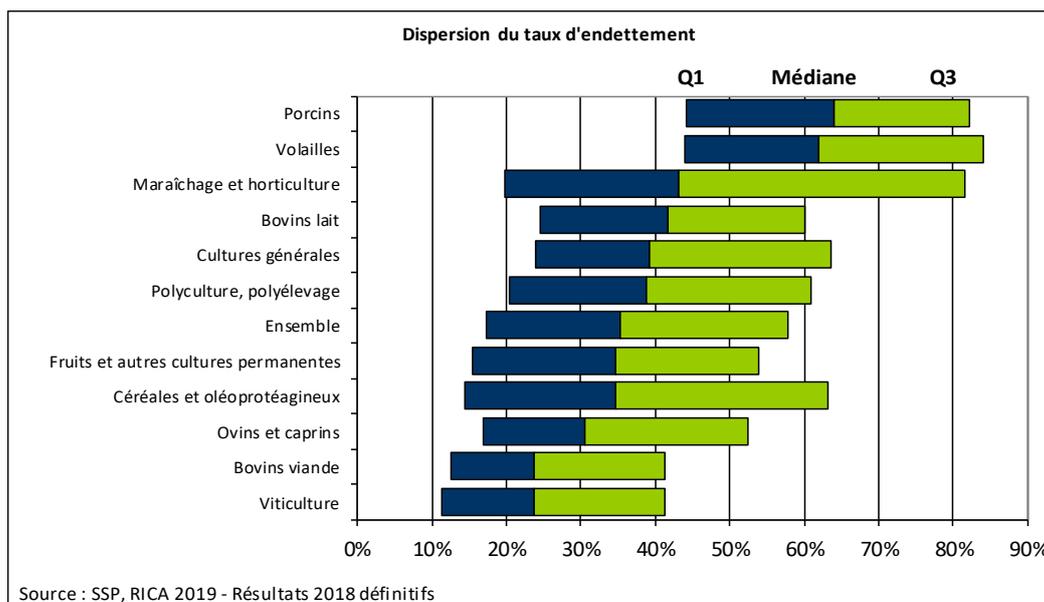
\*Séries calculées sur échantillons complets d'exploitations par année - en euros 2018

Source : SSP RICA

Toutes orientations confondues, la légère baisse du montant moyen de l'endettement s'explique notamment par le moindre endettement des exploitations spécialisées en grandes cultures (134 100 €, soit -3,7 % par rapport à 2017). Leurs nouveaux investissements ont donc sans doute été en 2018 davantage financés par autofinancement. Le montant moyen de dettes des élevages porcins progresse en 2018 pour atteindre 475 200 € (+8,5 % par rapport 2017). Il reste le plus élevé de toutes les orientations productives avec un taux d'endettement s'établissant à 69 %. Les exploitations en grandes cultures hors COP ont également un montant moyen de dettes élevé (255 100 €), en hausse de 2 % par rapport à celui de 2017, de même que les éleveurs de volailles (248 300 € en 2018 en recul de 4 % par rapport à 2017). En 2018, les éleveurs d'ovins-caprins conservent le niveau moyen de dette le plus faible avec une moyenne de 110 300 € (+1 % par rapport à 2017).

La dispersion des taux d'endettement reste forte au sein de chaque orientation productive (Figure 12). Un quart des exploitations céréalières ont des dettes représentant plus de 63 % de leur actif en 2018 alors qu'un autre quart ont des dettes ne dépassant pas 14 % de l'actif. Dans les élevages porcins, un quart des élevages ont des dettes finançant près de 82 % de leurs actifs alors que, pour un autre quart, celles-ci ne dépassent pas 44 %. Dans les élevages de bovins viande, le taux d'endettement, stable en 2018 (-0,1 %), demeure faiblement dispersé.

**Figure 12 – Indicateur de dispersion du taux d'endettement en 2018, par orientation productive**



Source : SSP RICA

### Le bilan 2018 à la clôture de l'exercice

Le bilan décrit la situation patrimoniale de l'exploitation à la clôture de l'exercice. L'actif, à gauche, décline le patrimoine de l'exploitation et présente les moyens mis en œuvre pour exercer son activité. Il comprend les actifs immobilisés, qui sont les biens nécessaires au processus productif, tels que les terres, les bâtiments, les matériels ou les animaux reproducteurs. Il présente également les actifs circulants, essentiellement l'ensemble des biens et créances résultant du processus de production, y compris les stocks. Le passif, à droite, décrit les ressources mobilisées par l'exploitation pour financer l'actif, l'endettement constituant la contribution des partenaires extérieurs et les capitaux propres celle de l'exploitant.

La structure des bilans est conditionnée en grande partie par le processus de production. Elle varie donc sensiblement d'une orientation à l'autre. En 2018, la valeur totale de l'actif d'une exploitation agricole toutes orientations confondues se stabilise à 459 500 € (Figure 13). Il est composé à 58 % d'immobilisations et à 42 % d'actifs circulants. Dans les exploitations d'élevages bovins, le niveau des immobilisations est relativement élevé (70 % en bovins lait et 69 % en bovins viande) et s'explique par la prise en compte des animaux reproducteurs en plus des bâtiments et matériels nécessaires à ce type d'activité. Les immobilisations ne représentent que 39 % en viticulture, avec toutefois une part significative en plantations (19 % du total de l'actif immobilisé) (Annexes, Figure B).

La structure de l'actif circulant est également variable selon les orientations. Les systèmes viticoles se caractérisent par l'importance de leurs stocks en cours de vinification (70 % du total de leurs actifs circulants). Dans les élevages bovins viande, la majeure partie des stocks est constituée par les animaux non reproducteurs, qui représentent jusqu'à 59 % de l'actif circulant.

Toutes orientations confondues, les actifs sont financés à hauteur de 58 % par des capitaux propres et de 42 % par des dettes. Avec 122 700 € en moyenne, les emprunts à long et moyen terme représentent 64 % de la dette totale. L'importance des capitaux propres est aussi conditionnée par le processus de production. Les exploitations viticoles, qui doivent financer leurs stocks de vin, assurent largement le financement de leur activité sur capitaux propres (69 %), de même que les élevages de bovins viande. À l'inverse, dans les orientations maraîchage, horticulture, volailles et porcs, le cycle de production plus court ne s'accompagne pas d'une part de financement sur capitaux propres aussi importante (31 % en élevages porcins et 35 % en élevages de volailles).

**Figure 13 – Bilan à la clôture de l'exercice 2018, pour l'ensemble des exploitations**

Bilan à la clôture de l'exercice 2018 - Toutes orientations confondues

Détail de l'actif	Clôture	Δ Clôture - Ouverture				Détail du passif	Clôture	Δ Clôture - Ouverture	
	en k€	en k€	%				en k€	en k€	%
<b>Actif immobilisé</b> 58%	<b>266,6</b>	<b>3,9</b>	+1,5%	Immobilisations Capitaux permanents	FR	<b>Capitaux propres</b> 58%	<b>266,9</b>	<b>10,3</b>	+4,0%
Terrain	43,8	1,8	+4,2%			Capital individuel initial	188,6	0,0	+0,0%
Aménagts, construct. et install. spécialisées	70,4	1,5	+2,2%			Variation du capital initial	68,8	9,9	+16,7%
Matériel	72,6	-0,5	-0,7%			Subventions d'investissement	9,5	0,5	+5,2%
Plantations	9,8	0,4	+4,8%			<b>Dettes</b> 42%	<b>192,4</b>	<b>1,1</b>	+0,6%
Animaux reproducteurs	47,0	-0,2	-0,5%			Dettes à long ou moyen terme	122,7	0,6	+0,5%
Autres immobilisations	22,9	0,9	+4,1%			Emprunts à court terme	6,5	-0,3	-3,8%
<b>Actifs circulants</b> 42%	<b>191,1</b>	<b>7,4</b>	+4,0%			Autres dettes financ. à - 1 an	11,4	-1,2	-9,6%
Stocks	105,8	5,6	+5,6%	Dettes auprès de tiers	51,8	1,9	+3,9%		
Valeurs réalisables	45,5	-1,3	-2,7%	<b>Régularisation passif</b>	<b>0,2</b>	<b>0,0</b>	-22,3%		
Valeurs disponibles	39,8	3,1	+8,3%	<b>Total passif</b>	<b>459,5</b>	<b>11,3</b>	+2,5%		
<b>Régularisation actif</b>	<b>1,8</b>	<b>0,0</b>	-0,0%						
<b>Total actif</b>	<b>459,5</b>	<b>11,3</b>	+2,5%						

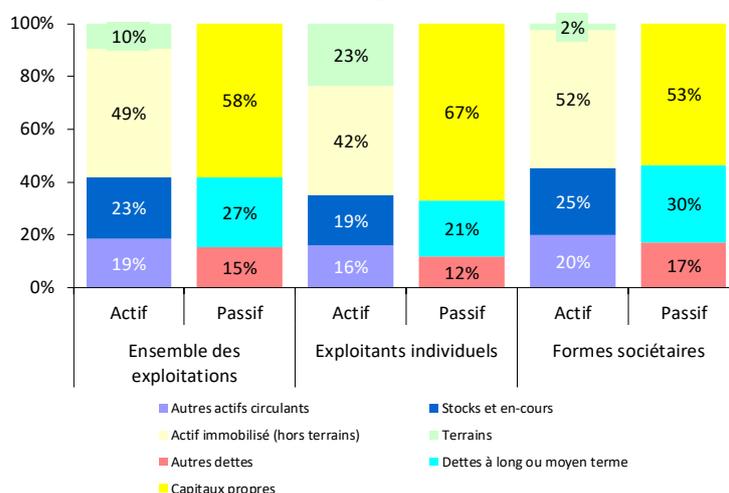
Note de lecture : En moyenne, toutes orientations confondues, à la clôture du bilan de 2018, l'actif total s'élève à 459 500 €, en hausse de 11 300 € (+2,5 %) par rapport à sa valeur à l'ouverture de l'exercice comptable

Source : SSP, RICA 2019 – Résultats 2018 définitifs

Depuis 40 ans, tandis que l'effectif des exploitations individuelles ne cesse de diminuer, le nombre d'exploitations agricoles sous formes sociétaires se développe, ces dernières facilitant l'association entre exploitants et permettant la séparation entre patrimoine privé et professionnel. En 2002, plus des deux tiers des exploitations agricoles de France métropolitaine étaient des exploitations individuelles. En 2018, les exploitations sous formes sociétaires dépassent en nombre les exploitations individuelles. Elles représentent 53 % des exploitations de France métropolitaine.

En moyenne et toutes formes juridiques confondues, les terres représentent 10 % du total de l'actif des moyennes et grandes exploitations agricoles en 2018, soit 16 % des immobilisations totales contre 36 % en 1990. Cette part est toutefois très variable selon la forme juridique (Figure 14). Dans les sociétés, les terres sont en effet le plus souvent sorties de l'actif de l'exploitation pour être affectées au patrimoine personnel de l'agriculteur qui peut les louer à l'exploitation. Ainsi, les terrains constituent seulement 2 % de l'actif des exploitations en formes sociétaires contre 23 % de l'actif des exploitations individuelles. Mécaniquement, la constitution du passif est également différente selon la forme juridique. La présence d'importantes immobilisations en terrains a pour contrepartie des capitaux propres plus élevés pour les exploitants individuels (67 % du total du passif, contre 53 % pour les formes sociétaires). Les dettes de moyen et long terme sont également différemment réparties dans la structure du passif des exploitations : elles représentent 30 % du passif des formes sociétaires contre seulement 21 % du passif des exploitations individuelles.

**Figure 14 - Détail du bilan des exploitations agricoles selon leur forme juridique en 2018**



Source : SSP, RICA 2019 – Résultats 2018 provisoires

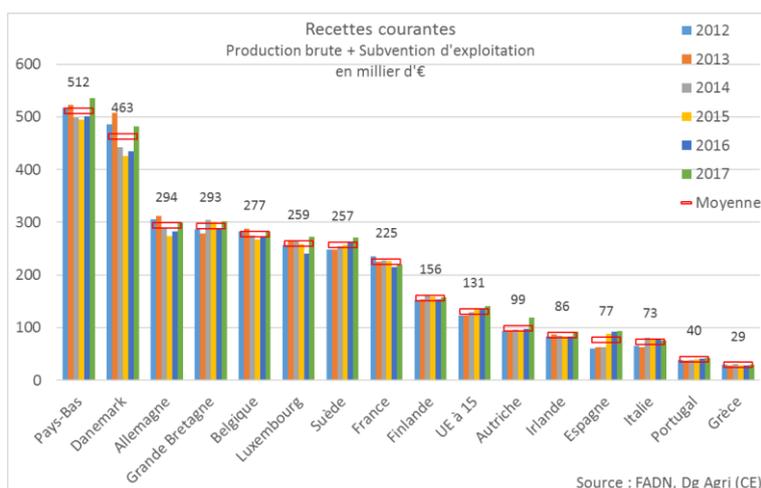
## PRINCIPAUX INDICATEURS DE STRUCTURE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES : COMPARAISONS ENTRE ETATS MEMBRES DE L'UNION EUROPEENNE

Le RICA européen permet de comparer les résultats économiques des exploitations agricoles entre Etats membres de l'UE.

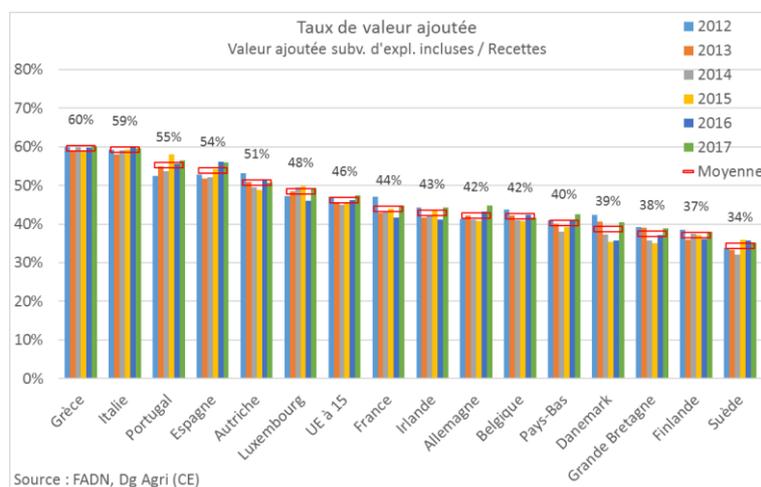
Une première étude, présentée lors de la CCAN de juillet 2019, a comparé les exploitations françaises spécialisées dans les secteurs céréaliers et bovins (lait et viande) à celles des principaux pays producteurs européens. Par rapport à leurs homologues européennes, les exploitations françaises présentent, dans ces orientations, des niveaux de résultats par exploitation et par exploitant peu élevés, s'expliquant notamment par des consommations intermédiaires et des niveaux d'amortissement plutôt élevés qui pèsent sur la rentabilité (revenu net d'exploitation/ recettes totales) et par une taille d'exploitation plus réduite que celle de certains pays partenaires.

Cette analyse est complétée ici par une comparaison de la structure des exploitations agricoles entre les différents pays de l'UE, toutes orientations productives confondues.

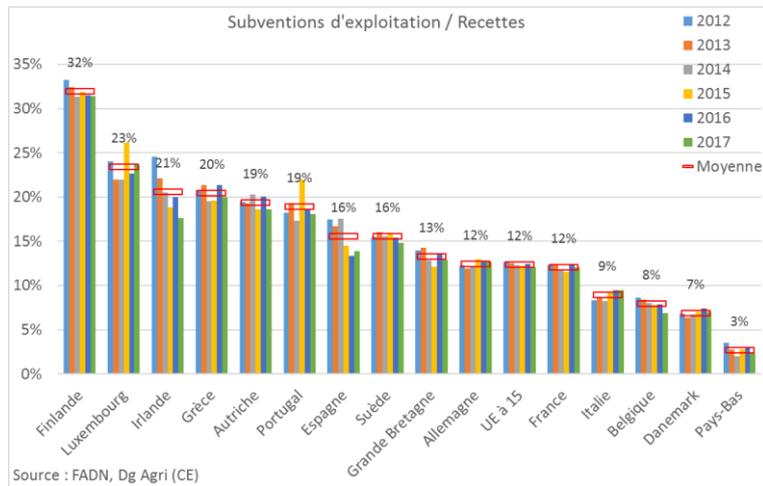
Sur la période 2012-2017, les recettes moyennes annuelles de la ferme France (calculées comme la somme de la production brute et des subventions d'exploitation) dépassent la moyenne de l'ensemble de pays de l'UE à 15. Elles atteignent 224 800 € et se situent au milieu d'une distribution présentant logiquement une grande hétérogénéité, des Pays-Bas (512 000 €) jusqu'à la Grèce (29 100 €).



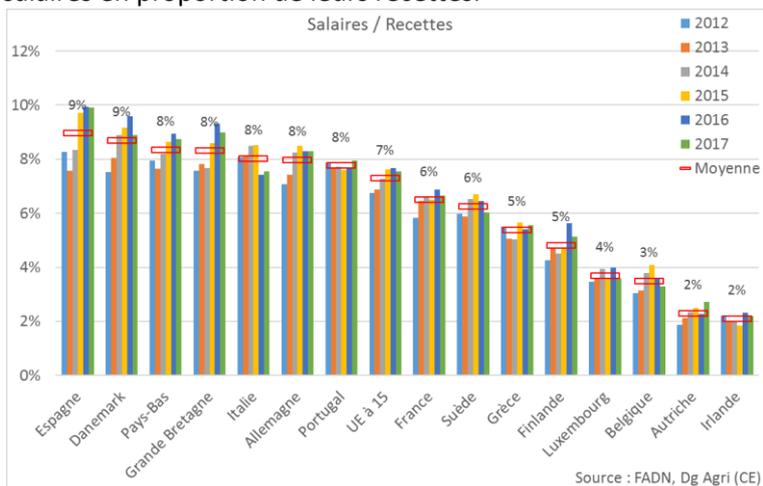
Si l'on s'intéresse au taux de valeur ajoutée (i.e. la production brute augmentée des subventions d'exploitation et diminuée des consommations intermédiaires rapportée aux recettes), la distribution précédemment observée tend à s'inverser, la France restant globalement dans la moyenne, avec un taux de 44 %.



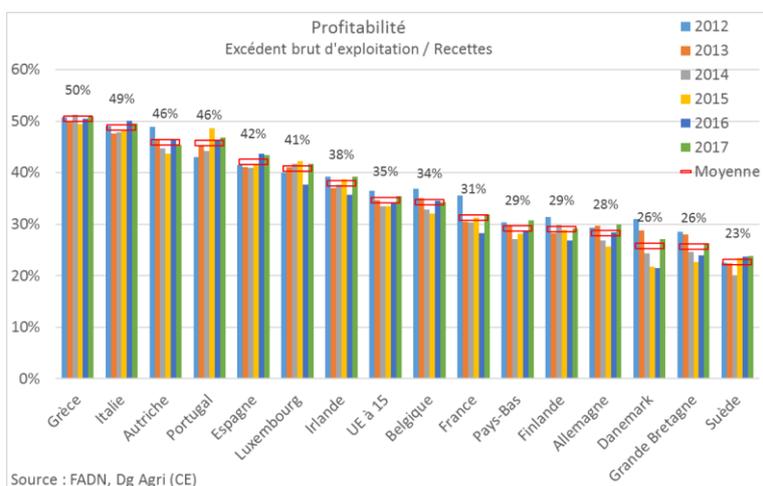
Ramenées aux recettes, les subventions d'exploitation se situent en France au même niveau que la moyenne de l'UE à 15 (12,1 % contre 12,3 % sur la période 2002-2017).



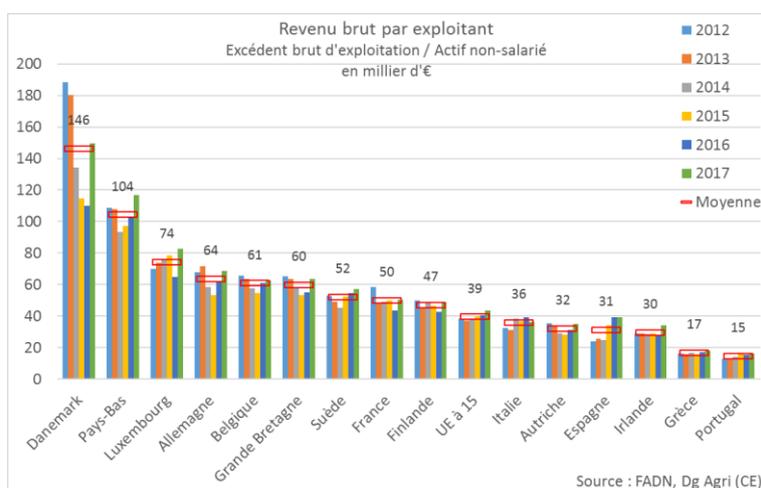
Le ratio des salaires versés sur les recettes permet d'apprécier la capacité des exploitations agricoles à générer de l'emploi. Avec des salaires versés qui représentent 6,5 % des recettes annuelles, la France se situe légèrement en deçà de la moyenne européenne (7,3 %). Les agricultures espagnoles et danoises sont celles qui versent le plus de salaires en proportion de leurs recettes.



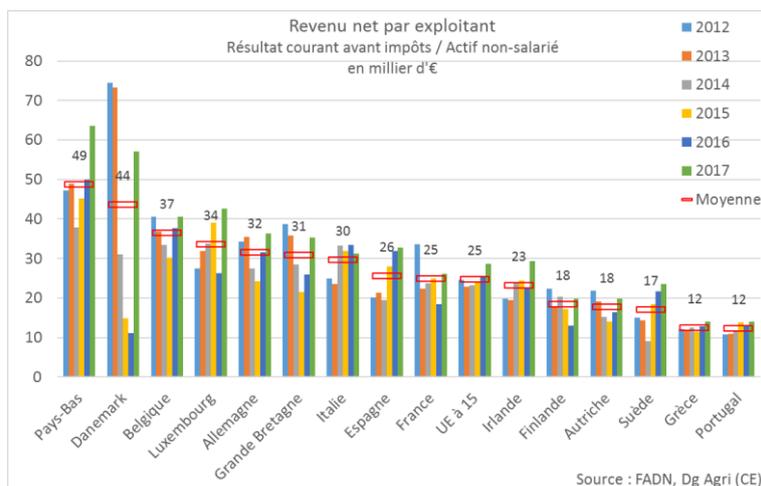
La profitabilité des entreprises agricoles mesure la part de revenu générée par la stricte activité d'exploitation (ici, l'excédent brut d'exploitation) dans les recettes courantes. Avec un taux de 31,3 %, la France se situe en peu en deçà de la moyenne européenne et assez loin des agricultures méditerranéennes (Grèce, Portugal, Italie, Espagne).



L'excédent brut d'exploitation par unité de travail non salarié atteint en France 50 000 € de moyenne annuelle sur la période 2012-2017, soit 10 500 € de plus que la moyenne européenne. Il est nettement supérieur à celui des agricultures méditerranéennes caractérisées par une taille d'exploitation plus faible en moyenne mais sensiblement inférieur à celui du Danemark ou des Pays-Bas.



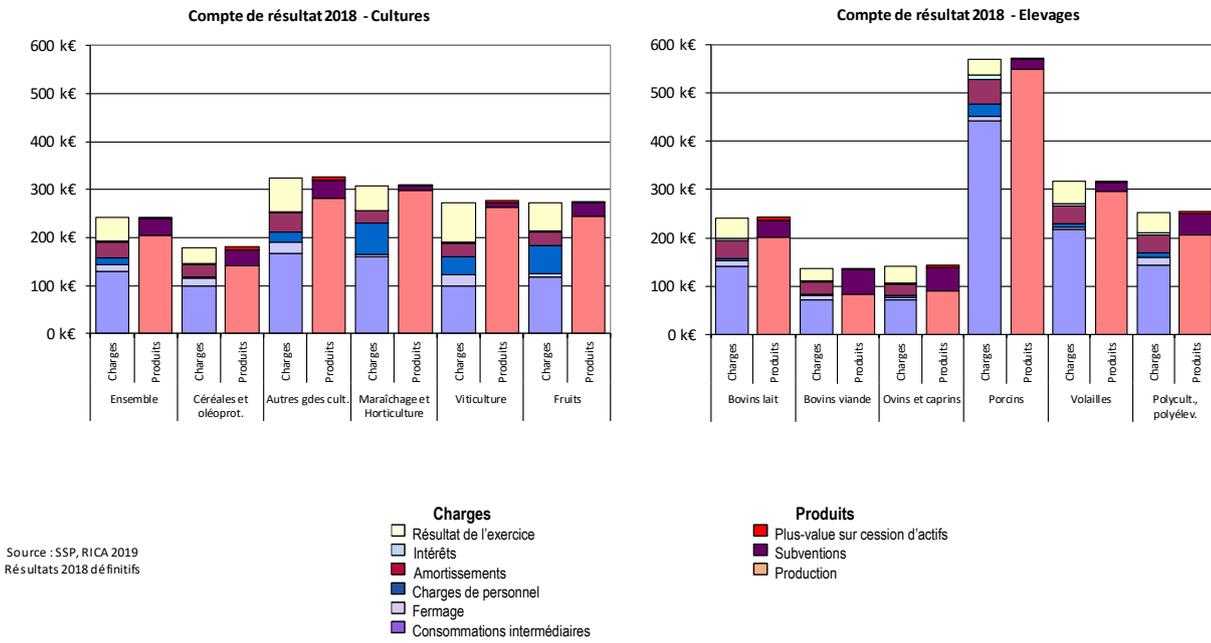
Le résultat courant avant impôt ou revenu d'exploitation familial en terminologie européenne (excédent brut d'exploitation auquel on a soustrait les amortissements et les intérêts versés) s'établit à 24 810 € par unité de travail familial dans l'UE. Cette valeur est très proche de la moyenne française sur la même période (24 860 € par unité de travail familial) mais masque une grande diversité des montants moyens entre les différents Etats membres.



Au total, les différents indicateurs analysés montrent que les exploitations agricoles françaises sont souvent proches des structures agricoles moyennes de l'UE à 15, tant en termes de valeur ajoutée créée, de subventions perçues, d'emploi salarié rémunéré ou de revenu généré. Elles se caractérisent en revanche par une taille moyenne légèrement supérieure à la moyenne européenne. Les écarts entre pays issus de ces comparaisons peuvent renvoyer à de multiples facteurs explicatifs qui n'ont pas été analysés ici : différences de spécialisation productive, différences structurelles d'organisation, situations conjoncturelles contrastées...

# Annexes

## Figure A - Comptes de résultats 2018



## Figure B - Bilans 2018

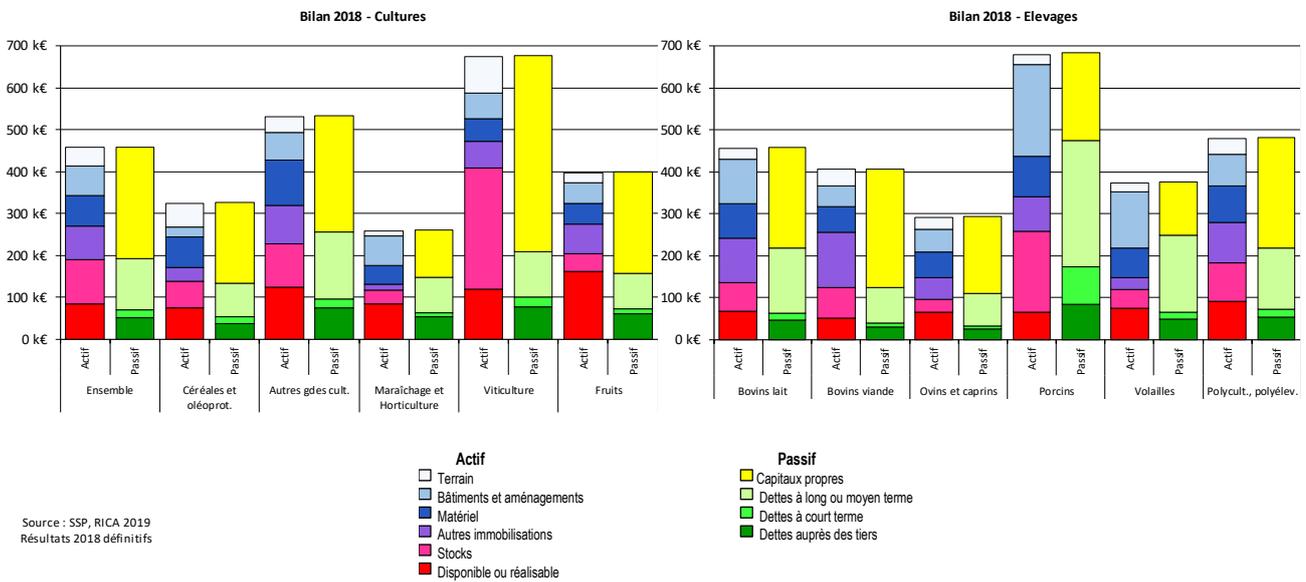
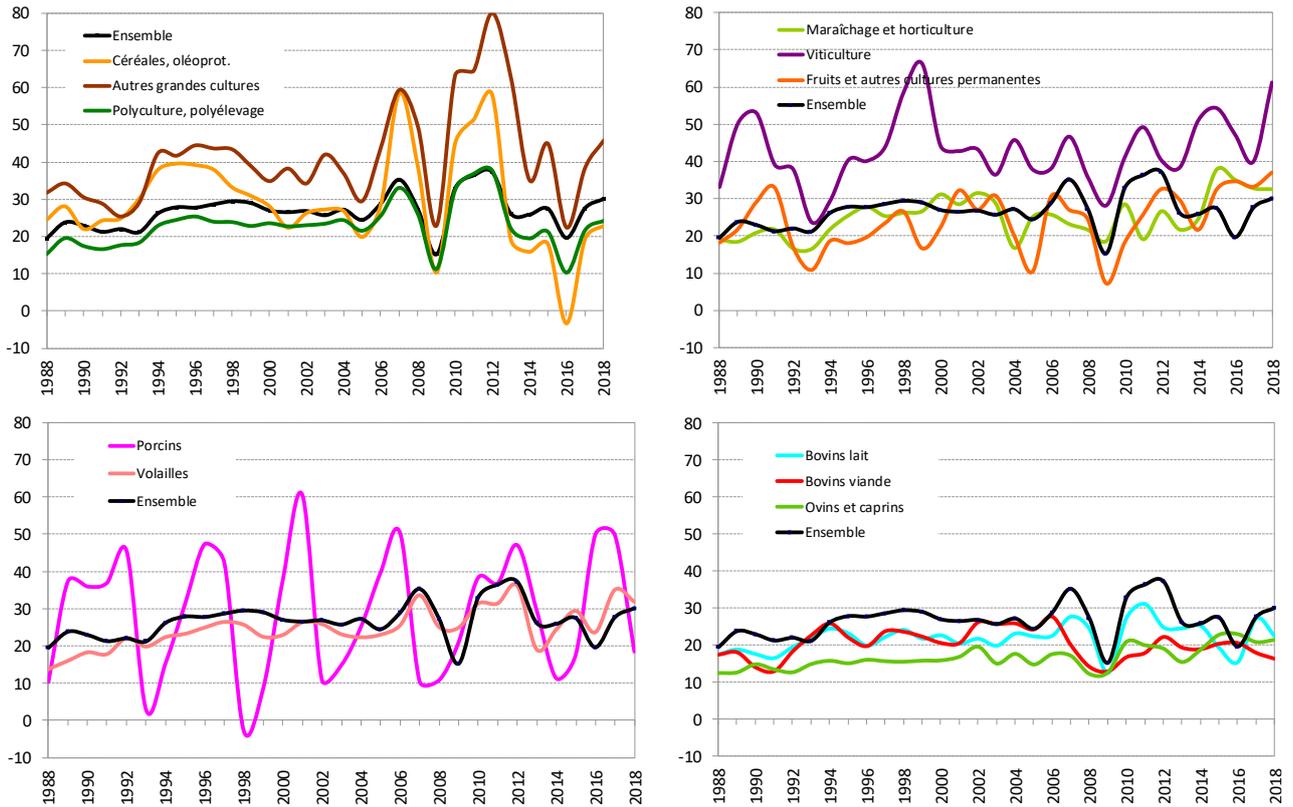


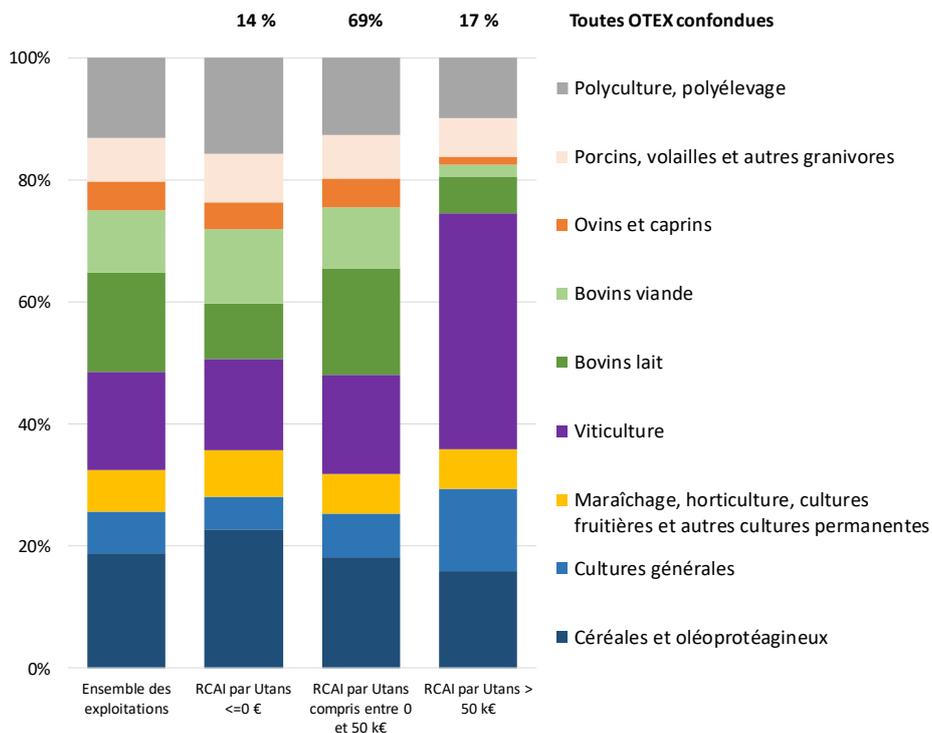
Figure C - Evolution\* du RCAI par Utans par orientation productive, en millier d'€ 2018



\*Séries calculées sur échantillons complets d'exploitations par année - calcul en valeurs réelles

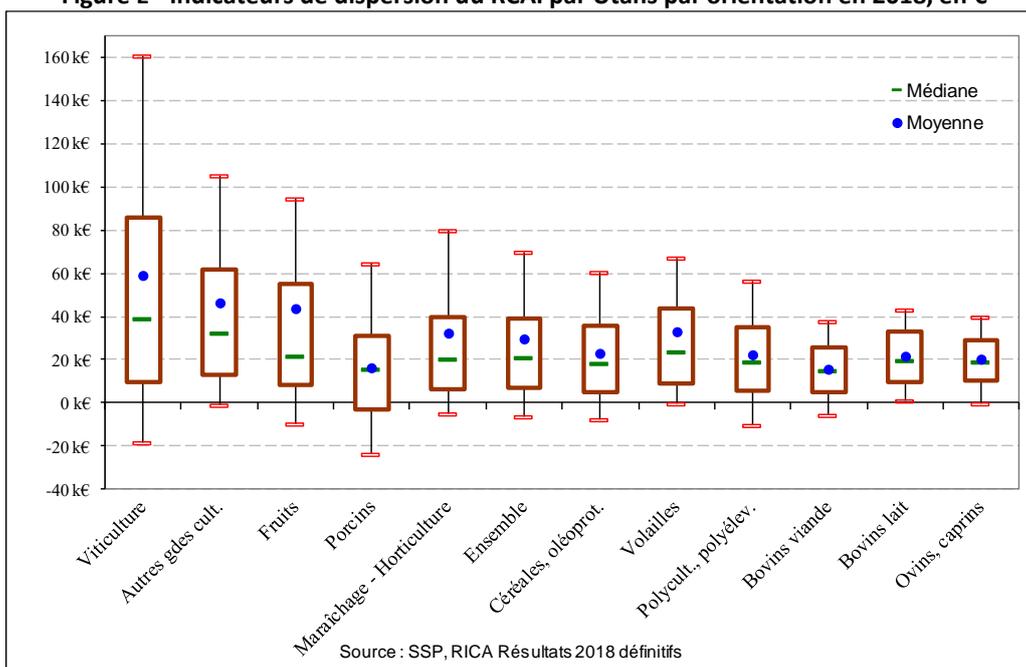
Source : SSP RICA

Figure D - Contribution des orientations productives aux classes de RCAI par Utans (en % du total de la classe)



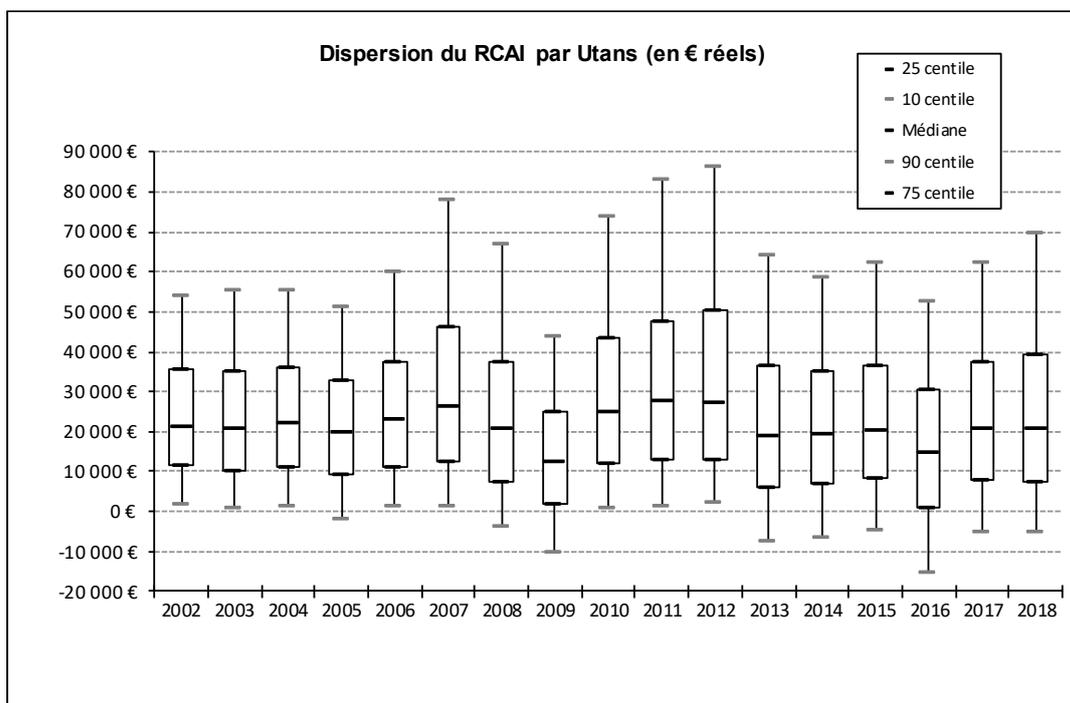
Source : SSP-RICA

**Figure E - Indicateurs de dispersion du RCAI par Utans par orientation en 2018, en €**



Source : SSP-RICA

**Figure F - Dispersion du RCAI par Utans, en € réels**



**Tableau A - Indicateurs de dispersion de l'EBE par Utans par orientation en 2018, en €**

	10 centile	25 centile	Médiane	75 centile	90 centile	Moyenne	Effectif	Intervalle interquartile	Q3/Q1
Viticulture	7 957	24 550	56 681	109 377	198 659	91 883	44 898	84 827	4
Autres gdes cult.	17 223	32 198	63 051	100 511	161 031	82 810	19 308	68 314	3
Fruits	10 549	20 654	35 858	75 184	141 701	68 364	7 607	54 530	4
Porcins	9 372	22 506	47 384	74 466	144 616	59 907	5 463	51 960	3
Volailles	16 383	28 846	48 894	77 551	122 554	66 107	10 179	48 705	3
Céréales, oléoprot.	9 785	20 402	35 783	66 182	99 991	48 187	52 363	45 780	3
Polycult., polyélev.	7 446	21 763	42 527	66 059	98 729	50 208	36 250	44 296	3
Ensemble France métropolitaine	11 281	23 464	41 189	67 596	108 497	57 098	293 284	44 132	3
Maraîchage - Horticulture	4 290	14 198	32 002	58 161	108 037	53 838	11 070	43 964	4
Bovins lait	15 834	28 051	43 169	62 433	82 034	47 258	45 227	34 382	2
Bovins viande	11 796	22 066	34 900	48 313	64 528	36 663	28 832	26 247	2
Granivores mixte	21 541	34 709	47 975	59 934	78 462	48 239	4 594	25 226	2
Bovins mixte	19 897	31 666	41 156	56 592	77 913	45 486	11 398	24 926	2
Ovins, caprins	16 681	23 587	35 327	47 420	64 042	38 575	12 886	23 833	2

\* Classement des orientations productives par ordre croissant d'intervalle interquartile

Source : SSP-RICA

**Tableau B - Indicateurs de dispersion du RCAI par Utans par orientation en 2018, en €**

	10 centile	25 centile	Médiane	75 centile	90 centile	Moyenne	Effectif	Intervalle interquartile	Q3/Q1
Viticulture	-6 318	14 210	39 214	85 947	160 723	66 084	44 898	71 737	6
Autres gdes cult.	-1 643	14 929	32 637	63 097	110 679	48 805	19 308	48 168	4
Fruits	-9 665	8 617	21 635	53 507	94 292	43 929	7 607	44 890	6
Volailles	-453	10 408	24 538	44 982	70 030	33 406	10 179	34 574	4
Porcins	-25 335	-3 362	15 432	30 916	60 536	15 679	5 463	34 278	-9
Maraîchage - Horticulture	-5 334	6 374	20 439	40 473	79 505	33 336	11 070	34 099	6
Ensemble France métropolitaine	-5 115	7 451	20 958	39 211	69 974	31 269	293 284	31 760	5
Céréales, oléoprot.	-7 749	5 248	18 668	35 935	60 775	23 244	52 363	30 687	7
Polycult., polyélev.	-10 621	6 043	20 084	35 737	56 669	22 925	36 250	29 693	6
Granivores mixte	-3 243	7 654	23 659	31 955	43 423	20 761	4 594	24 302	4
Bovins lait	953	9 410	19 387	32 780	43 015	21 336	45 227	23 370	3
Bovins mixte	-1 881	10 157	21 814	31 912	44 626	20 489	11 398	21 755	3
Bovins viande	-5 606	4 750	14 957	25 459	37 031	15 356	28 832	20 709	5
Ovins, caprins	-444	10 582	19 294	29 160	39 845	20 529	12 886	18 578	3

\* Classement des orientations productives par ordre croissant d'intervalle interquartile

Source : SSP-RICA

**Variabilité de l'EBE par OTEX entre 2011 et 2018**

**Tableau C - Part des exploitations avec diminution de l'EBE de plus de 30% par rapport à l'année précédente (en % du nombre d'exploitations de la catégorie)**

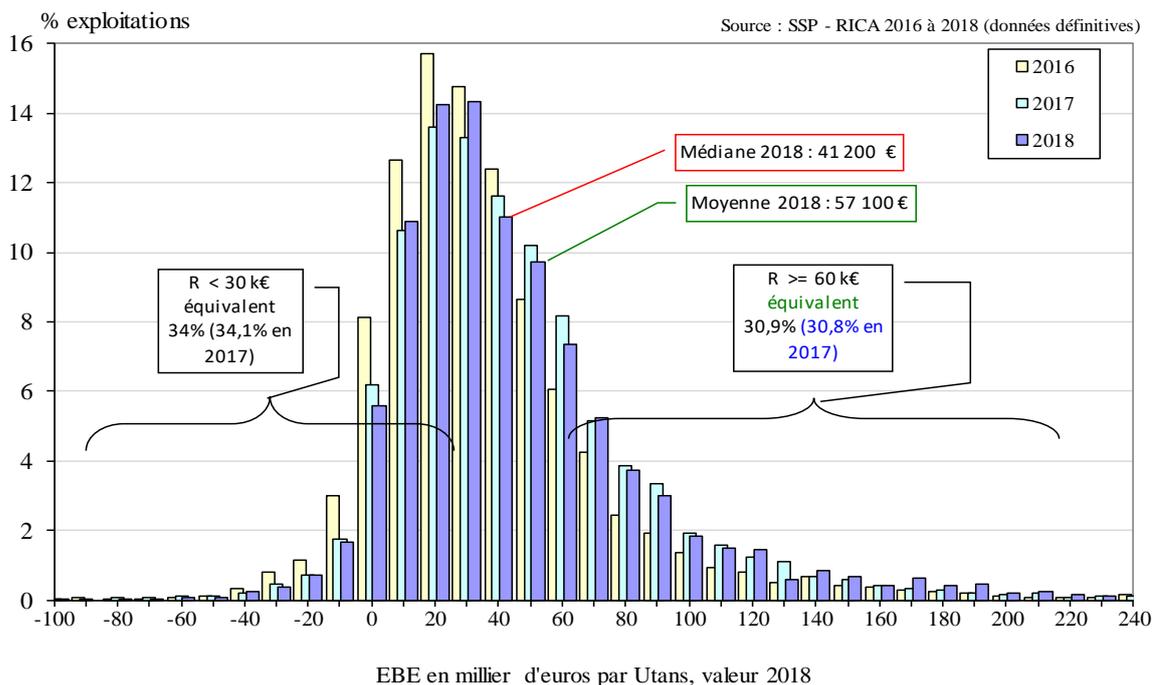
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
1500 Céréales et oléoprot.	12%	10%	76%	28%	22%	67%	7%	20%
1600 Autres gdes cult.	18%	7%	28%	41%	17%	53%	13%	18%
2829 Maraîchage et horticulture	35%	21%	30%	26%	16%	19%	22%	25%
3500 Viticulture	18%	39%	30%	19%	23%	25%	36%	17%
3900 Fruits et austr. cult. perm.	22%	16%	25%	39%	17%	24%	32%	26%
4500 Bovins lait	6%	17%	11%	11%	23%	22%	5%	21%
4600 Bovins viande	17%	10%	22%	15%	13%	19%	23%	21%
4813 Ovins et caprins	17%	17%	19%	15%	10%	10%	21%	11%
5100 Porcins	21%	NS	37%	36%	20%	NS	20%	61%
5200 Volailles	17%	NS	32%	14%	NS	21%	13%	17%
6184 Polycult., polyélev.	13%	11%	41%	18%	14%	37%	15%	19%
TOTA Ensemble	15%	17%	34%	20%	18%	34%	16%	20%

**Tableau D - Part des exploitations avec augmentation de l'EBE de plus de 30% par rapport à l'année précédente (en % du nombre d'exploitations de la catégorie)**

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
1500 Céréales et oléoprot.	29%	37%	3%	30%	31%	11%	70%	30%
1600 Autres gdes cult.	28%	31%	10%	8%	29%	13%	58%	29%
2829 Maraîchage et horticulture	20%	29%	19%	29%	29%	24%	19%	26%
3500 Viticulture	38%	24%	32%	41%	25%	29%	24%	48%
3900 Fruits et austr. cult. perm.	35%	41%	30%	28%	49%	40%	28%	39%
4500 Bovins lait	20%	7%	18%	18%	9%	14%	49%	10%
4600 Bovins viande	23%	31%	17%	18%	25%	18%	16%	20%
4813 Ovins et caprins	15%	22%	22%	26%	29%	24%	12%	23%
5100 Porcins	14%	31%	NS	11%	37%	63%	24%	NS
5200 Volailles	17%	18%	NS	25%	20%	14%	30%	22%
6184 Polycult., polyélev.	27%	27%	6%	29%	25%	12%	47%	26%
TOTA Ensemble	26%	25%	15%	26%	25%	18%	41%	26%

**Figure G - Evolution de la distribution de l'excédent brut d'exploitation entre 2016 et 2018  
(en % d'exploitations)**

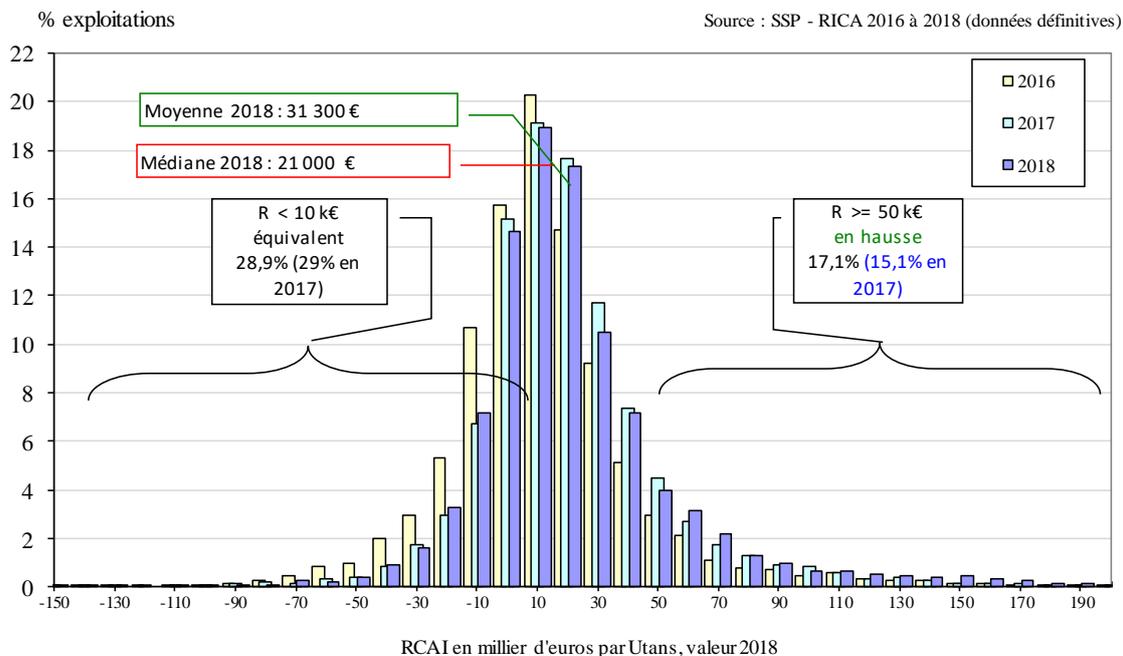
**Distribution de l'excédent brut d'exploitation par Utans en 2016, 2017 et 2018**



Source : SSP, RICA - Résultats 2018 définitifs

**Figure H - Evolution de la distribution du résultat courant par actif non salarié entre 2016 et 2018  
(en % d'exploitations)**

**Distribution du résultat courant avant impôts par Utans en 2016, 2017 et 2018**



Source : SSP, RICA - Résultats 2018 définitifs

## Tableau E : Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2018

Valeurs moyennes par exploitation et évolution par rapport à 2017 en euros 2018 - Source : SSP, RICA

	Ensemble		Céréales et oléoprotéagineux		Cultures générales		Maraîchage - Horticulture	
	2018	Évol. 18/17 (%)	2018	Évol. 18/17 (%)	2018	Évol. 18/17 (%)	2018	Évol. 18/17 (%)
Echantillon	7 220		884		554		435	
Population	293 284		52 363		19 308		11 070	
<b>Caractéristiques physiques</b>								
Surface agricole utilisée (en ha)	89,6	+0,8	126,2	+0,5	121,5	+1,1	9,2	+1,8
dont : SAU en fermage	74,2	+0,4	107,5	-0,3	112,3	+1,4	6,7	+1,2
Effectifs animaux (en UGB)	80,5	-1,4	7,2	-2,2	11,5	-6,2	0,6	+3,8
Nombre d'UTA	2,0	-0,2	1,3	-1,0	2,2	-2,1	4,1	-3,2
dont : UTA non salariées	1,4	-0,8	1,2	-0,6	1,4	-1,0	1,4	-1,7
<b>Financement et éléments du bilan (millier d'euros)</b>								
Capacité d'autofinancement	74,1	+4,1	54,4	+4,9	104,6	+9,1	73,1	+1,5
- Prélèvements privés	38,4	+6,1	27,2	+31,3	57,3	+9,3	41,8	-11,1
= Autofinancement	35,7	+1,9	27,2	-12,5	47,3	+8,9	31,3	+28,6
Actif immobilisé	266,6	+0,1	185,2	-1,4	303,1	-0,9	142,7	-0,8
Actif circulant	191,1	+3,2	139,2	+2,7	228,4	+5,6	116,5	+3,6
Stocks	105,8	+4,2	63,9	+0,8	104,9	+9,5	31,3	-2,3
Capitaux propres	266,9	+2,8	191,4	+3,6	279,3	+3,6	113,6	+7,4
Endettement total	192,4	-0,7	134,0	-4,1	255,1	+0,1	146,8	-3,0
<b>Soldes intermédiaires de gestion (milliers d'euros)</b>								
<b>Ventes et autoconsommation</b>								
- Achats d'animaux	7,0	-0,7	2,6	+2,8	2,1	-24,3	0,0	+54,0
= Ventes et autoconso. nette des achats d'animaux	193,9	+3,0	135,6	+9,0	264,5	+8,4	291,5	+2,1
+ Production stockée	3,4	+134,0	-1,5	-134,5	2,6	-93,7	-0,2	-208,8
+ Production immobilisée	3,0	+22,5	0,4	-4,3	4,5	+22,8	1,5	-10,9
+ Produits divers	4,8	-0,3	5,6	+4,8	10,0	+10,3	5,3	-8,2
= Production de l'exercice	205,1	+3,9	140,1	+3,6	281,7	+4,8	298,1	+1,5
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,5	-6,4	0,8	-13,0	1,1	-8,1	0,4	+19,8
- Charges d'approvisionnement	72,2	+2,8	59,6	+3,4	96,9	+1,2	92,6	-0,2
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	57,7	+4,1	40,6	+1,2	70,2	+4,9	68,1	+8,7
= Valeur ajoutée	75,7	+4,7	40,7	+6,0	115,6	+7,9	137,8	-0,5
+ Remboursement forfaitaire TVA	0,0	-100,0	0,0		0,0		0,0	
+ Subventions d'exploitation	29,3	-4,4	31,1	-5,4	32,0	-9,0	5,7	-8,4
+ Indemnités d'assurance	2,8	+22,5	3,5	+39,1	5,2	+104,0	0,9	+15,0
- Fermages	14,2	-0,0	14,9	-3,2	23,7	-1,2	5,0	-0,1
- Impôts et taxes	2,3	+2,6	2,3	+3,8	3,7	+0,2	1,8	+3,2
- Charges de personnel	15,2	+0,6	2,7	-2,9	20,7	-1,2	64,6	-2,2
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	76,2	+3,3	55,4	+3,7	104,8	+8,3	73,0	+0,5
+ Transferts de charge	0,4	-1,2	0,3	+14,1	1,3	-25,2	0,8	+17,0
- Dotations aux amortissements	31,9	-2,6	27,2	-9,4	41,6	-5,7	25,6	-3,4
= Résultat d'exploitation	44,7	+7,9	28,5	+20,0	64,5	+18,6	48,2	+3,0
+ Produits financiers	0,7	+5,5	0,9	-9,9	2,3	+41,0	0,5	-4,4
- Charges financières	3,4	-10,8	2,4	-15,3	4,0	-10,1	2,2	-10,3
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	42,0	+9,7	27,0	+23,1	62,8	+21,9	46,5	+3,6
+ Plus ou moins valeur sur cession d'actifs immobilisés	4,6	+40,9	6,6	+60,9	7,5	+41,8	1,2	-29,6
+ Quote-part des sub. d'inv. affectée à l'exercice	1,4	+3,6	0,3	+22,0	0,7	-6,9	2,4	+6,2
+ Profits et charges exceptionnels	0,2	+26,1	0,2	+187,9	0,3	+4,0	1,0	+32,7
= Résultat de l'exercice	48,3	+12,1	34,1	+30,0	71,2	+23,2	51,1	+3,5
Cotisations sociales de l'exploitant	10,3	+11,5	7,0	+13,3	14,4	+13,2	12,9	+10,6
EBE par UTA non salariée	54,5	+4,1	47,1	+4,3	76,3	+9,4	51,0	+2,2
RCAI par unité de travail annuel	30,0	+10,5	22,9	+23,8	45,7	+23,1	32,5	+5,4

Champ : exploitations avec PBS > 25 000 euros

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB

UTA : unité de travail annuel

Les évolutions 2017-2018 sont calculées sur échantillon constant, c'est-à-dire pour les mêmes exploitations présentes deux ans de suite, et exprimées en valeurs réelles (c'est-à-dire corrigées de l'inflation).

**Tableau E : Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2018**

Valeurs moyennes par exploitation et évolution par rapport à 2017 en euros 2018 - Source : SSP, RICA

	Viticulture		Fruits et autres cultures permanentes		Bovins lait		Bovins viande	
	2018	Évol. 18/17 (%)	2018	Évol. 18/17 (%)	2018	Évol. 18/17 (%)	2018	Évol. 18/17 (%)
Echantillon	1 183		352		970		712	
Population	44 898		7 607		45 227		28 832	
<b>Caractéristiques physiques</b>								
Surface agricole utilisée (en ha)	26,1	-0,2	32,2	+0,9	93,5	+0,9	110,6	+0,2
dont : SAU en fermage	18,5	-0,2	22,3	+1,0	80,7	+0,8	80,2	-0,4
Effectifs animaux (en UGB)	0,5	-0,5	1,9	-1,4	106,1	-0,4	120,5	-1,5
Nombre d'UTA	2,8	+1,8	4,3	-4,7	1,9	+1,4	1,4	-0,2
dont : UTA non salariées	1,3	-1,8	1,4	-0,7	1,6	-0,3	1,3	-0,5
<b>Financement et éléments du bilan (millier d'euros)</b>								
Capacité d'autofinancement	106,3	+39,4	82,5	+6,2	72,9	-10,2	45,2	-4,5
- Prélèvements privés	43,5	+2,5	37,7	+0,0	41,9	+3,2	28,7	+3,3
= Autofinancement	62,9	+105,1	44,9	+12,7	31,0	-24,1	16,5	-16,6
Actif immobilisé	267,0	+2,1	192,3	+3,2	319,9	+0,4	281,4	-1,0
Actif circulant	407,9	+7,7	205,0	+6,9	135,6	-0,3	124,8	-3,8
Stocks	287,3	+7,3	44,0	+13,4	67,3	+1,4	73,1	-0,7
Capitaux propres	467,2	+7,4	242,2	+8,2	239,1	-0,7	281,9	-1,8
Endettement total	209,3	+1,0	156,7	+0,5	218,1	+1,2	125,3	-1,9
<b>Soldes intermédiaires de gestion (milliers d'euros)</b>								
<b>Ventes et autoconsommation</b>								
- Achats d'animaux	0,0	+10,9	0,1	-17,3	3,3	-0,6	6,5	+5,2
= <b>Ventes et autoconso. nette des achats d'animaux</b>	230,8	+3,6	228,2	-1,6	195,3	+1,5	82,5	+0,9
+ Production stockée	22,9	///	3,9	///	-0,4	-105,0	-1,1	///
+ Production immobilisée	5,0	+0,7	5,5	-15,9	3,2	+50,3	1,2	+37,7
+ Produits divers	4,5	+3,0	6,6	-6,4	2,1	-7,3	1,4	-3,0
= <b>Production de l'exercice</b>	263,3	+16,9	244,2	+0,3	200,2	+0,1	84,0	+0,6
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,2	-5,2	0,2	+35,1	0,3	-3,3	0,1	-18,6
- Charges d'approvisionnement	34,9	+2,4	38,5	+0,8	76,5	+6,6	37,5	+5,0
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	64,7	+5,4	78,7	+1,4	64,4	+4,7	35,1	+1,6
= <b>Valeur ajoutée</b>	163,9	+26,1	127,2	-0,4	59,5	-10,8	11,4	-13,8
+ Remboursement forfaitaire TVA	0,0		0,0		0,0		0,0	
+ Subventions d'exploitation	4,6	-8,2	19,6	+1,3	33,6	-3,6	46,6	-2,6
+ Indemnités d'assurance	3,5	-20,1	4,7	+48,3	1,5	+20,2	1,4	+28,2
- Fermages	23,2	+6,2	8,4	-2,1	11,3	-1,5	9,0	-3,8
- Impôts et taxes	3,1	+4,7	1,9	-18,5	1,9	+1,0	1,3	+3,0
- Charges de personnel	37,3	+3,6	58,1	-5,0	5,4	+17,0	1,9	+2,2
= <b>Excédent brut d'exploitation (EBE)</b>	108,4	+38,0	83,1	+6,4	76,1	-10,4	47,1	-5,1
+ Transferts de charge	0,3	-10,6	0,7	-1,7	0,3	+14,4	0,0	-56,3
- Dotations aux amortissements	27,4	+1,8	28,8	+0,7	37,1	-1,4	24,3	-1,3
= <b>Résultat d'exploitation</b>	81,3	+56,4	55,0	+9,6	39,2	-17,2	22,9	-8,9
+ Produits financiers	0,4	+13,6	0,7	-4,0	0,6	+0,8	0,2	-16,5
- Charges financières	2,9	-8,6	2,2	-7,2	4,2	-9,8	2,2	-12,2
= <b>Résultat courant avant impôts (RCAI)</b>	78,8	+60,1	53,4	+10,2	35,6	-17,7	20,9	-8,6
+ Plus ou moins value sur cession d'actifs immobilisés	2,6	+48,9	2,2	-13,4	4,8	+19,7	3,9	+4,0
+ Quote-part des sub. d'inv. affectée à l'exercice	2,1	+1,5	3,9	+9,7	1,7	+1,5	1,0	+5,4
+ Profits et charges exceptionnels	0,2	+0,4	0,2	-65,2	0,2	-12,2	0,0	+566,1
= <b>Résultat de l'exercice</b>	83,7	+57,4	59,8	+8,3	42,4	-14,1	25,8	-5,8
Cotisations sociales de l'exploitant	13,7	+7,5	11,9	-0,3	10,4	+13,9	6,8	+4,8
EBE par UTA non salariée	84,2	+40,6	57,6	+7,2	47,7	-10,1	36,6	-4,6
RCAI par unité de travail annuel	61,2	+63,1	37,0	+11,0	22,3	-17,5	16,2	-8,2

Champ : exploitations avec PBS &gt; 25 000 euros

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB

UTA : unité de travail annuel

Les évolutions 2017-2018 sont calculées sur échantillon constant, c'est-à-dire pour les mêmes exploitations présentes deux ans de suite, et exprimées en valeurs réelles (c'est-à-dire corrigées de l'inflation).

**Tableau E : Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2018**

Valeurs moyennes par exploitation et évolution par rapport à 2017 en euros 2018 - Source : SSP, RICA

	Ovins et caprins		Porcins		Volailles		Polyculture, polyélevage	
	2018	Évol. 18/17 (%)	2018	Évol. 18/17 (%)	2018	Évol. 18/17 (%)	2018	Évol. 18/17 (%)
Echantillon	451		224		317		733	
Population	12 886		5 463		10 179		36 250	
<b>Caractéristiques physiques</b>								
Surface agricole utilisée (en ha)	92,7	-1,1	62,7	+2,9	39,3	+2,2	121,2	+0,8
dont : SAU en fermage	55,9	-2,8	53,4	+2,6	29,8	+1,4	105,5	+0,2
Effectifs animaux (en UGB)	75,5	-2,5	492,9	-1,1	405,1	-0,6	97,2	+0,1
Nombre d'UTA	1,6	+1,2	2,4	+1,0	1,6	-0,0	2,0	-0,9
dont : UTA non salariées	1,4	-0,7	1,4	-0,1	1,3	-0,9	1,5	-1,0
<b>Financement et éléments du bilan (millier d'euros)</b>								
Capacité d'autofinancement	53,0	+3,3	77,8	-35,1	78,0	-0,8	74,2	+2,6
- Prélèvements privés	33,1	+1,6	50,1	-28,9	37,2	+12,6	37,5	+27,7
= Autofinancement	19,9	+6,2	27,7	-42,2	40,9	-11,0	36,7	-15,8
Actif immobilisé	194,5	+2,0	422,7	-0,2	254,7	+1,5	297,6	+0,2
Actif circulant	97,3	-2,7	257,8	-1,3	119,6	-3,8	182,9	+1,4
Stocks	31,8	+2,3	192,0	+0,7	44,1	-4,3	91,6	+4,1
Capitaux propres	182,3	+1,3	209,1	-7,3	128,4	+7,5	264,6	+1,5
Endettement total	110,3	-1,0	475,2	+2,7	248,3	-4,0	217,6	-0,3
<b>Soldes intermédiaires de gestion (milliers d'euros)</b>								
<b>Ventes et autoconsommation</b>								
- Achats d'animaux	3,6	+17,5	36,0	-9,0	53,9	+0,8	11,5	-1,4
= <b>Ventes et autoconso. nette des achats d'animaux</b>	86,4	+3,7	527,2	-7,9	290,3	+2,4	201,1	+4,6
+ Production stockée	0,5	///	3,5	///	-1,5	///	-1,1	-81,9
+ Production immobilisée	1,3	+9,6	10,2	-15,8	4,2	-16,9	2,1	-13,4
+ Produits divers	0,7	+31,4	7,0	+11,0	3,7	-2,0	4,9	+1,7
= <b>Production de l'exercice</b>	88,9	+3,6	547,9	-7,4	296,7	+1,1	207,0	+2,6
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,1	-54,4	0,6	+23,8	0,5	+8,5	0,6	-9,6
- Charges d'approvisionnement	38,3	+2,4	337,4	+0,9	158,8	-0,2	81,2	+3,9
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	33,8	+1,2	104,9	-1,7	59,2	+3,7	63,1	+1,5
= <b>Valeur ajoutée</b>	17,0	+10,4	106,3	-29,0	79,3	+1,9	63,3	+2,0
+ Remboursement forfaitaire TVA	0,0		0,0	-100,0	0,0		0,0	
+ Subventions d'exploitation	46,5	-0,1	17,6	-5,2	14,2	-23,2	38,4	-4,2
+ Indemnités d'assurance	1,2	+12,4	1,3	+17,6	2,3	+108,0	3,6	+20,5
- Fermages	5,3	-0,7	10,0	-0,1	5,3	+2,7	15,5	-1,5
- Impôts et taxes	1,1	+6,2	3,2	-0,2	1,7	+1,3	2,3	+3,5
- Charges de personnel	3,7	+13,2	25,3	-3,5	6,8	+6,0	10,6	-7,0
= <b>Excédent brut d'exploitation (EBE)</b>	54,5	+2,3	86,7	-33,0	81,9	-2,1	76,9	+1,5
+ Transferts de charge	0,1	+39,8	0,6	-38,4	0,7	+85,2	0,2	-2,2
- Dotations aux amortissements	22,7	+2,0	51,1	-0,5	36,3	+2,4	37,1	-3,1
= <b>Résultat d'exploitation</b>	31,9	+2,5	36,1	-53,6	46,3	-4,4	40,0	+5,9
+ Produits financiers	0,2	+54,5	0,9	+19,0	0,5	+5,1	0,9	-3,5
- Charges financières	2,0	-14,3	10,4	-9,8	5,4	-8,0	4,1	-10,8
= <b>Résultat courant avant impôts (RCAI)</b>	30,1	+4,1	26,6	-59,9	41,5	-3,8	36,9	+7,7
+ Plus ou moins valeur sur cession d'actifs immobilisés	4,0	+104,9	2,9	+1 593,5	3,0	+105,2	5,0	-1,1
+ Quote-part des sub. d'inv. affectée à l'exercice	1,7	+4,7	2,0	-0,8	1,9	+13,3	1,3	+0,3
+ Profits et charges exceptionnels	0,1	+169,5	0,0	-95,9	0,3	///	0,2	///
= <b>Résultat de l'exercice</b>	36,0	+11,6	31,6	-55,0	46,6	+0,7	43,3	+7,2
Cotisations sociales de l'exploitant	8,0	+8,3	17,3	+27,4	11,2	+19,5	9,7	+14,5
EBE par UTA non salariée	38,7	+3,0	60,2	-33,0	63,0	-1,1	50,5	+2,5
RCAI par unité de travail annuel	21,4	+4,8	18,5	-59,9	31,9	-2,9	24,2	+8,8

Champ : exploitations avec PBS &gt; 25 000 euros

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB

UTA : unité de travail annuel

Les évolutions 2017-2018 sont calculées sur échantillon constant, c'est-à-dire pour les mêmes exploitations présentes deux ans de suite, et exprimées en valeurs réelles (c'est-à-dire corrigées de l'inflation).

**Tableau F : Situation financière des exploitations en 2018**

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros - Source : SSP, RICA

Tableau de financement simplifié	Ensemble		Céréales et oléoprotéagineux		Cultures générales		Maraîchage - Horticulture	
	2018	Évol. 18/17 (%)	2018	Évol. 18/17 (%)	2018	Évol. 18/17 (%)	2018	Évol. 18/17 (%)
<b>Résultat courant avant impôts</b>	42,0	+9,7	27,0	+23,1	62,8	+21,9	46,5	+3,6
+ Dotation aux amortissements	31,9	-2,6	27,2	-9,4	41,6	-5,7	25,6	-3,4
+ Charges et produits exceptionnels	0,2	+26,1	0,2	+187,9	0,3	+4,0	1,0	+32,7
<b>= Capacité d'autofinancement</b>	<b>74,1</b>	<b>+4,1</b>	<b>54,4</b>	<b>+4,9</b>	<b>104,6</b>	<b>+9,1</b>	<b>73,1</b>	<b>+1,5</b>
- Prélèvements privés	38,4	+6,1	27,2	+31,3	57,3	+9,3	41,8	-11,1
<b>= Autofinancement</b>	<b>35,7</b>	<b>+1,9</b>	<b>27,2</b>	<b>-12,5</b>	<b>47,3</b>	<b>+8,9</b>	<b>31,3</b>	<b>+28,6</b>
+ Cessions d'immobilisations	7,4	+43,7	10,4	+50,3	13,8	+55,9	2,7	-42,5
+ Subventions d'équipement reçues	1,9	+9,5	0,4	+182,6	0,6	-39,4	2,8	+89,1
+ Nouvelles dettes financières	34,4	+3,2	24,2	+5,2	41,9	-11,0	32,0	+14,1
+ Variation des dettes auprès des tiers	1,9	+104,5	2,8	+31 428,5	12,2	+489,1	-2,5	-174,3
+ Diminution de trésorerie nette								
<b>= Total des ressources</b>	<b>81,3</b>	<b>+7,5</b>	<b>64,9</b>	<b>+5,6</b>	<b>115,7</b>	<b>+11,9</b>	<b>66,4</b>	<b>+4,8</b>
Acquisitions d'immobilisations	38,8	+12,9	29,5	+16,6	50,6	+3,7	34,2	-4,7
+ Augmentation des animaux reproducteurs	-0,2	-184,0	-0,1	///	-0,5	///	0,1	+631,5
+ Charges à répartir	0,0	-1 003,1	0,0	///	0,0	///	0,1	+6 235,2
+ Remboursements des dettes financières	34,1	-1,7	27,8	-7,6	47,1	-0,4	25,2	-5,3
+ Variation des stocks	5,6	+264,6	1,3	-83,4	11,6	-10,2	0,2	-152,4
+ Variation des créances auprès des tiers	-1,6	///	-2,7	-326,2	0,4	///	2,7	+156,2
+ Variation des comptes de régularisation	0,1	///	-0,1	///	0,7	///	0,1	+185,5
+ Augmentation de trésorerie nette	4,5	+5,5	9,1	///	5,9	///	3,8	+31,1
<b>= Total des emplois</b>	<b>81,3</b>	<b>+7,5</b>	<b>64,9</b>	<b>+5,6</b>	<b>115,7</b>	<b>+11,9</b>	<b>66,4</b>	<b>+4,8</b>
Variation du fonds de roulement net	6,8	+33,5	5,0	-15,3	6,4	+67,3	9,2	+307,7
Variation du besoin en fonds de roulement	2,2	-79,8	-4,2	-126,0	0,6	-107,2	5,4	+168,6
Variation de trésorerie nette	4,5	+5,2	9,1	///	5,8	///	3,8	+30,5
Investissement total	31,2	+3,2	19,0	+5,5	36,3	-9,0	31,6	+1,6
Excédent de trésorerie d'exploitation	70,4	+2,3	59,3	+31,5	98,6	+11,6	65,8	-14,6

Bilan 2018	Ensemble		Céréales et oléoprotéagineux		Cultures générales		Maraîchage - Horticulture	
	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)
Actif immobilisé	266,6	+1,5	185,2	-0,8	303,1	+0,7	142,7	+5,3
Terrains	43,8	+4,2	56,6	+2,8	37,3	-0,3	13,3	+0,7
Aménagements terrains	2,4	+1,1	3,1	+1,6	2,2	-3,3	3,4	+1,5
Constructions	57,2	+2,4	16,8	-4,8	51,0	+8,3	37,8	+1,6
Installations spécialisées	10,8	+1,3	4,1	-10,8	13,5	-4,6	28,9	+26,2
Matériel	72,6	-0,7	71,8	-2,8	107,3	-4,5	43,9	-2,0
Plantations (y compris forêt)	9,8	+4,8	0,3	+16,5	1,1	+7,9	2,2	+7,1
Animaux reproducteurs	47,0	-0,5	5,9	-1,0	7,1	-6,7	0,6	+10,4
Autres immobilisations	22,9	+4,1	26,5	+1,0	83,7	+5,9	12,5	+10,0
Actif circulant	191,1	+4,0	139,2	+2,6	228,4	+7,6	116,5	+5,8
Stocks et en-cours	105,8	+5,6	63,9	+2,2	104,9	+12,4	31,3	+0,5
dont animaux circulants	21,9	-0,7	3,2	+2,5	6,5	-1,6	0,2	+26,3
Valeurs réalisables	45,5	-2,7	38,3	-5,6	73,3	+2,3	31,6	+5,8
Valeurs disponibles	39,8	+8,3	37,0	+13,6	50,1	+6,1	53,7	+9,1
Régularisation actif	1,8	-0,0	1,2	-5,4	3,3	+10,0	1,5	+15,8
<b>Total actif</b>	<b>459,5</b>	<b>+2,5</b>	<b>325,6</b>	<b>+0,6</b>	<b>534,8</b>	<b>+3,6</b>	<b>260,7</b>	<b>+5,6</b>
Capitaux propres	266,9	+4,0	191,4	+3,8	279,3	+5,2	113,6	+9,3
Capital individuel initial	188,6	+0,0	150,6	+0,0	192,4	+0,0	75,8	+0,0
Variation du capital initial	68,8	+16,7	39,6	+21,0	84,0	+19,9	29,4	+46,3
Subventions d'investissement	9,5	+5,2	1,2	+8,0	2,9	-3,6	8,5	+5,1
Total endettement	192,4	+0,6	134,0	-3,7	255,1	+2,0	146,8	+2,8
Dettes à long ou moyen terme	122,7	+0,5	81,2	-4,3	159,7	-2,4	84,2	+8,3
Emprunts à court terme	6,5	-3,8	6,5	+0,4	8,1	-13,1	4,7	+8,5
Autres dettes financières à - 1 an	11,4	-9,6	8,8	-32,8	13,0	-12,3	4,6	-6,0
Dettes auprès de tiers	51,8	+3,9	37,5	+8,0	74,3	+19,6	53,3	-4,5
Régularisation passif	0,2	-22,3	0,2	+15,8	0,4	-48,5	0,3	+6,4
<b>Total passif</b>	<b>459,5</b>	<b>+2,5</b>	<b>325,6</b>	<b>+0,6</b>	<b>534,8</b>	<b>+3,6</b>	<b>260,7</b>	<b>+5,6</b>

Champ : exploitations avec PBS &gt; 25 000 euros

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB

UTA : unité de travail annuel

Les évolutions 2017-2018 sont calculées sur échantillon constant, c'est-à-dire pour les mêmes exploitations présentes deux ans de suite, et exprimées en valeurs réelles (c'est-à-dire corrigées de l'inflation).

**Tableau F : Situation financière des exploitations en 2018**

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros - Source : SSP, RICA

Tableau de financement simplifié	Viticulture		Fruits et autres cultures permanentes		Bovins lait		Bovins viande	
	2018	Évol. 18/17 (%)	2018	Évol. 18/17 (%)	2018	Évol. 18/17 (%)	2018	Évol. 18/17 (%)
<b>Résultat courant avant impôts</b>	78,8	+60,1	53,4	+10,2	35,6	-17,7	20,9	-8,6
+ Dotation aux amortissements	27,4	+1,8	28,8	+0,7	37,1	-1,4	24,3	-1,3
+ Charges et produits exceptionnels	0,2	+0,4	0,2	-65,2	0,2	-12,2	0,0	+566,1
<b>= Capacité d'autofinancement</b>	106,3	+39,4	82,5	+6,2	72,9	-10,2	45,2	-4,5
- Prélèvements privés	43,5	+2,5	37,7	+0,0	41,9	+3,2	28,7	+3,3
<b>= Autofinancement</b>	62,9	+105,1	44,9	+12,7	31,0	-24,1	16,5	-16,6
+ Cessions d'immobilisations	4,5	+160,5	3,7	-7,8	7,7	-5,3	6,4	-9,8
+ Subventions d'équipement reçues	2,9	-9,6	4,9	+8,5	2,2	+23,4	1,5	+27,1
+ Nouvelles dettes financières	35,1	+1,8	24,8	-7,2	42,1	+11,0	22,1	+6,7
+ Variation des dettes auprès des tiers	0,1	-95,1	1,7	-46,3	1,4	///	1,4	///
+ Diminution de trésorerie nette								
<b>= Total des ressources</b>	105,4	+41,9	80,0	+2,9	84,6	-3,8	47,8	-0,8
Acquisitions d'immobilisations	38,6	+13,4	38,7	-0,4	44,9	+15,7	26,4	+3,1
+ Augmentation des animaux reproducteurs	0,0	///	0,0	-570,5	-0,3	-106,1	-0,4	-161,2
+ Charges à répartir	0,0		0,0		0,0	-206,8	0,0	///
+ Remboursements des dettes financières	33,0	-4,3	23,6	+5,2	39,5	-4,0	22,8	+0,9
+ Variation des stocks	24,1	///	5,0	///	1,2	-14,3	-0,1	///
+ Variation des créances auprès des tiers	5,2	-16,9	-0,8	-125,5	-2,3	///	-5,7	///
+ Variation des comptes de régularisation	0,2	+851,2	0,0	///	-0,3	-243,5	0,1	+3,4
+ Augmentation de trésorerie nette	4,3	-26,1	13,4	+167,1	1,7	-73,4	4,6	+196,4
<b>= Total des emplois</b>	105,4	+41,9	80,0	+2,9	84,6	-3,8	47,8	-0,8
Variation du fonds de roulement net	33,7	///	16,1	+16,6	-1,0	-113,9	-2,5	///
Variation du besoin en fonds de roulement	29,4	///	2,7	-85,3	-2,7	-143,4	-7,0	-177,7
Variation de trésorerie nette	4,3	-26,3	13,4	+167,8	1,7	-73,0	4,6	+204,0
Investissement total	34,1	-3,5	34,9	+0,2	36,9	+12,6	19,7	+2,4
Excédent de trésorerie d'exploitation	71,9	-1,3	74,9	+20,5	75,5	-5,4	52,4	+2,9

Bilan 2018	Viticulture		Fruits et autres cultures permanentes		Bovins lait		Bovins viande	
	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)
Actif immobilisé	267,0	+3,7	192,3	+4,5	319,9	+1,5	281,4	-0,2
Terrains	87,3	+4,9	23,3	+2,3	25,1	+3,7	40,1	+2,9
Aménagements terrains	1,2	+16,9	3,3	+1,7	1,9	+0,9	1,7	+0,9
Constructions	53,9	+6,5	31,7	+1,1	85,6	+1,8	44,7	-2,1
Installations spécialisées	5,8	-2,4	13,8	+13,9	18,0	+3,8	3,7	+0,6
Matériel	54,5	-0,2	51,3	+2,8	82,9	+0,8	59,7	-0,8
Plantations (y compris forêt)	50,0	+3,6	52,0	+7,1	0,1	+26,6	0,0	+18,5
Animaux reproducteurs	0,4	+6,9	1,6	-2,2	85,8	-0,3	124,2	-0,3
Autres immobilisations	13,8	+3,1	15,4	+6,1	20,4	+6,4	7,2	-0,6
Actif circulant	407,9	+9,0	205,0	+9,3	135,6	+0,1	124,8	-3,0
Stocks et en-cours	287,3	+9,1	44,0	+12,9	67,3	+1,9	73,1	-0,1
dont animaux circulants	0,2	-11,2	0,4	-3,8	29,9	-0,7	49,6	-0,8
Valeurs réalisables	71,2	+8,0	80,4	+0,7	40,2	-4,2	22,3	-19,5
Valeurs disponibles	49,3	+9,5	80,6	+17,2	28,2	+2,6	29,5	+5,9
Régularisation actif	1,9	+7,4	1,7	-0,3	1,8	-10,7	1,1	+8,8
<b>Total actif</b>	676,7	+6,8	399,0	+6,9	457,4	+1,0	407,3	-1,1
Capitaux propres	467,2	+9,6	242,2	+10,6	239,1	+0,4	281,9	-0,9
Capital individuel initial	284,5	+0,0	129,3	+0,0	181,9	+0,0	221,4	+0,0
Variation du capital initial	162,3	+33,0	93,7	+30,9	46,1	+1,0	53,9	-5,1
Subventions d'investissement	20,5	+4,0	19,2	+5,7	11,2	+4,7	6,6	+6,9
Total endettement	209,3	+1,1	156,7	+1,7	218,1	+1,7	125,3	-1,5
Dettes à long ou moyen terme	107,8	+2,1	84,9	+1,8	155,5	+1,8	86,2	-1,2
Emprunts à court terme	10,3	-1,1	2,9	-10,2	5,9	-3,5	3,0	+13,1
Autres dettes financières à - 1 an	14,4	+0,2	7,2	-4,0	9,0	-5,1	6,5	-29,3
Dettes auprès de tiers	76,8	+0,1	61,7	+2,8	47,8	+3,1	29,6	+5,1
Régularisation passif	0,1	-35,6	0,1	-30,0	0,1	+93,6	0,1	-16,6
<b>Total passif</b>	676,7	+6,8	399,0	+6,9	457,4	+1,0	407,3	-1,1

Champ : exploitations avec PBS &gt; 25 000 euros

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB

UTA : unité de travail annuel

Les évolutions 2017-2018 sont calculées sur échantillon constant, c'est-à-dire pour les mêmes exploitations présentes deux ans de suite, et exprimées en valeurs réelles (c'est-à-dire corrigées de l'inflation).

**Tableau F : Situation financière des exploitations en 2018**

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros - Source : SSP, RICA

Tableau de financement simplifié	Ovins et caprins		Porcins		Volailles		Polyculture, polyélevage	
	2018	Évol. 18/17 (%)	2018	Évol. 18/17 (%)	2018	Évol. 18/17 (%)	2018	Évol. 18/17 (%)
<b>Résultat courant avant impôts</b>	30,1	+4,1	26,6	-59,9	41,5	-3,8	36,9	+7,7
+ Dotation aux amortissements	22,7	+2,0	51,1	-0,5	36,3	+2,4	37,1	-3,1
+ Charges et produits exceptionnels	0,1	+169,5	0,0	-95,9	0,3	///	0,2	///
<b>= Capacité d'autofinancement</b>	53,0	+3,3	77,8	-35,1	78,0	-0,8	74,2	+2,6
- Prélèvements privés	33,1	+1,6	50,1	-28,9	37,2	+12,6	37,5	+27,7
<b>= Autofinancement</b>	19,9	+6,2	27,7	-42,2	40,9	-11,0	36,7	-15,8
+ Cessions d'immobilisations	6,1	+63,6	5,9	-11,7	4,7	+21,8	7,4	-4,0
+ Subventions d'équipement reçues	2,3	-2,2	3,4	-64,4	3,2	-25,2	1,5	-6,2
+ Nouvelles dettes financières	20,5	+7,7	92,3	+4,6	34,9	-22,4	37,6	+2,1
+ Variation des dettes auprès des tiers	0,7	-94,7	7,1	+54,8	-4,8	///	1,5	///
+ Diminution de trésorerie nette								
<b>= Total des ressources</b>	49,4	+7,6	158,4	-3,0	78,9	-20,3	84,7	-4,3
Acquisitions d'immobilisations	30,9	+17,3	69,9	-3,1	42,0	+0,7	43,1	+22,4
+ Augmentation des animaux reproducteurs	-0,3	-1 232,9	0,1	///	-0,3	-118,7	-1,7	-283,2
+ Charges à répartir	0,0	-53,4	0,0	///	0,0	-199,2	-0,1	///
+ Remboursements des dettes financières	17,5	+3,9	79,7	-0,3	38,5	-10,4	38,8	-1,4
+ Variation des stocks	0,9	///	7,0	+387,1	0,5	///	2,9	-10,3
+ Variation des créances auprès des tiers	-4,6	///	2,0	///	-6,2	-256,6	-3,0	///
+ Variation des comptes de régularisation	0,2	+469,4	-0,1	-150,5	0,2	-117,5	0,2	///
+ Augmentation de trésorerie nette	4,8	-21,1			4,3	-44,7	4,6	-74,5
<b>= Total des emplois</b>	49,4	+7,6	158,4	-3,0	78,9	-20,3	84,7	-4,3
Variation du fonds de roulement net	0,6	///	-20,4	-471,8	3,5	-79,3	3,2	-89,3
Variation du besoin en fonds de roulement	-4,2	-216,6	1,7	///	-0,8	-144,5	-1,3	-111,0
Variation de trésorerie nette	4,8	-21,3	-22,0	-211,1	4,3	-44,5	4,5	-74,7
Investissement total	24,5	+2,8	64,1	+1,0	37,0	-2,2	33,9	+24,4
Excédent de trésorerie d'exploitation	56,7	-0,4	73,7	-40,4	80,4	+12,4	76,5	+9,5

Bilan 2018	Ovins et caprins		Porcins		Volailles		Polyculture polyélevage	
	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)	Clôture	Δ Clôture - Ouverture (%)
Actif immobilisé	194,5	+3,1	422,7	+3,9	254,7	+1,5	297,6	+0,6
Terrains	28,4	+1,0	25,5	+15,2	20,8	+4,2	38,9	+7,7
Aménagements terrains	1,3	-8,9	3,8	-2,9	2,8	+25,1	2,8	-1,5
Constructions	44,9	+4,5	199,2	+4,6	115,5	+1,0	60,0	+1,3
Installations spécialisées	8,1	+4,1	14,3	+0,3	16,3	-7,8	12,2	-1,9
Matériel	60,2	+6,3	96,1	+3,7	72,0	+2,6	88,0	-1,5
Plantations (y compris forêt)	0,0	-2,9	0,0	+8,4	0,8	+6,4	4,2	+14,3
Animaux reproducteurs	45,1	-0,7	50,8	+0,2	13,6	-2,2	65,3	-2,6
Autres immobilisations	6,4	+2,2	33,0	+1,0	12,9	+7,4	26,2	+4,0
Actif circulant	97,3	-1,5	257,8	+1,7	119,6	-3,0	182,9	+2,2
Stocks et en-cours	31,8	+2,8	192,0	+3,8	44,1	+1,1	91,6	+3,3
dont animaux circulants	12,9	+1,1	130,0	+0,5	25,5	-3,7	32,5	-2,6
Valeurs réalisables	28,9	-13,8	38,9	+5,1	39,9	-14,4	46,1	-6,4
Valeurs disponibles	36,7	+6,5	26,9	-14,6	35,7	+7,7	45,2	+10,1
Régularisation actif	0,9	+42,4	3,9	-1,2	2,4	+1,3	1,8	-4,6
<b>Total actif</b>	292,6	+1,6	684,4	+3,0	376,8	+0,0	482,3	+1,2
Capitaux propres	182,3	+1,9	209,1	-7,6	128,4	+9,1	264,6	+2,3
Capital individuel initial	138,6	+0,0	172,2	+0,0	84,7	+0,0	189,7	+0,0
Variation du capital initial	33,6	+9,2	22,0	-45,7	31,1	+43,4	67,5	+9,5
Subventions d'investissement	10,1	+6,1	14,9	+10,0	12,7	+11,8	7,4	+2,5
Total endettement	110,3	+1,0	475,2	+8,5	248,3	-4,1	217,6	-0,1
Dettes à long ou moyen terme	77,4	+3,7	302,0	+3,5	183,2	-1,3	144,6	+0,1
Emprunts à court terme	2,1	+12,0	18,9	+14,6	4,9	-19,5	6,1	-17,1
Autres dettes financières à - 1 an	5,2	-33,6	70,5	+32,7	12,3	-15,4	12,7	-4,4
Dettes auprès des tiers	25,7	+2,8	83,8	+9,2	47,9	-9,0	54,2	+2,9
Régularisation passif	0,0	+79,5	0,1	+280,8	0,1	-56,9	0,1	-57,9
<b>Total passif</b>	292,6	+1,6	684,4	+3,0	376,8	+0,0	482,3	+1,2

Champ : exploitations avec PBS &gt; 25 000 euros

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB

UTA : unité de travail annuel

Les évolutions 2017-2018 sont calculées sur échantillon constant, c'est-à-dire pour les mêmes exploitations présentes deux ans de suite, et exprimées en valeurs réelles (c'est-à-dire corrigées de l'inflation).